PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME
Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 24 avril 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant **l'icône** **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Visite officielle

- Soutenir l'insertion par l'économie : le modèle rouennais de La Fabrik à Yoops (Gazette de Normandie)

Économie et vie des entreprises

- TotalEnergies: à la raffinerie de Normandie, les carburants coulent à flot (AFP)
- Guerre au Moyen-Orient. "En matière d'approvisionnement, on n'a pas de crainte particulière" : à la raffinerie TotalEnergies de Gonfreville-l'Orcher, les carburants coulent à flots
- En Normandie, plus de 100 000 recrutements attendus en 2026 (Gazette de Normandie)
- Cany-Barville. Reprise d'entreprise : "Il faut frapper tôt pour trouver des solutions" (Courrier Cauchois)
- « Méthode Notre-Dame » : les grands projets industriels retenus en Seine-Maritime et dans l'Eure (Paris Normandie)
- En Normandie, Bouchons 276 frappé par un coup dur qui menace son avenir (Paris Normandie)

Éolien

- Un décor de science-fiction en pleine mer : on a testé pour vous la visite du parc éolien de Fécamp (76actu)

Social et société

- Aide carburants : "les critères sont trop restrictifs", les aides à domicile grandes oubliées du gouvernement (France Bleu)
- "On ne voit pas très bien l'avenir" : avec la guerre au Moyen-Orient, les stations essences indépendantes en difficulté (France 3)
- « Va te faire… » : à Rouen, Astuce part en campagne contre la hausse des incivilités envers ses chauffeurs (Paris Normandie)
- Rouen : la CGT annonce un mois de grève reconductible pour forcer des négociations salariales (Paris Normandie)
- « Dérangeant » et « absurde » : le regard des «Childfree» normands sur le réarmement démographique (Paris Normandie)
- Handicap : à Rouen, y a-t-il un problème d'accessibilité dans les transports ? (Paris Normandie)

Sécurité

- Sécurité routière : la démonstration choc des sapeurs-pompiers devant des élèves à Dieppe (Paris Normandie)

- Des pompiers mobilisés pour un feu de bateau : une pilotine de lamanage du port du Havre touchée (Paris Normandie)

Politique
- Fécamp. Fuite de données ANTS : des millions de Français exposés, la députée dénonce une "série noire" (Courrier Cauchois)
- Politique. Election : les théories et les réalités (Courrier Cauchois)

Collectivité locale et équipement publics
- Des distributeurs de billets chers aux habitants : près de Rouen, ce maire installe un DAB dans sa commune (France 3)
- Près de Dieppe, la base de la Varenne restera-t-elle dans le domaine public ? (76 actu)
- Des camions traversent le pont Colbert à Dieppe pour tester sa solidité avant sa réouverture (Paris Normandie)

Santé
- « 2 % de notre activité » : à Yvetot, la clinique Héméra autorisée à poursuivre la chirurgie esthétique (Paris Normandie)
- Au Grand-Quevilly, la Ville lance une enquête sur la santé de ses habitants (Paris Normandie)

Éducation
- Pour maintenir une bonne qualité d'enseignement à l'école, des bénévoles recherchés en Seine-Maritime (76 actu)s

Transport
- Bus ou Service express régional métropolitain : en transports, comment aller plus vite d'Elbeuf à Rouen ? (76actu)

Patrimoine
- La flèche de la cathédrale de Rouen se dévoile : sa restauration enfin terminée ? (France 3)

Tourisme
- Tourisme. Deux villes normandes dans le top 3 des petites destinations les plus recherchées : voici lesquelles (Tendance Ouest)

Justice
- Près de Rouen. Décès d'un ancien élu après son passage aux urgences : l'hôpital condamné pour faute (76actu)
- Accident du travail près de Bolbec : l'employeur condamné après la chute d'un ouvrier de 3,5 mètres (Paris Normandie)

Acteurs publics
- 11,7 millions de comptes concernés par la fuite de données à l'ANTS
- Foncière de l'État : les ministères invités à recenser les moyens alloués à leur patrimoine immobilier

- À la DGFIP, les bonnes pratiques managériales valorisées par un réseau d'ambassadeurs
- Un “Campus des élus” pour faire face à la complexité des mandats locaux

lagazettefrance.fr

Soutenir l'insertion par l'économie : le modèle rouennais de La Fabrik à Yoops

Aletheia Press

5–7 minutes

Dossier

L'entreprise solidaire La Fabrik à Yoops fabrique et loue des tiny houses aux personnes en insertion. Un modèle qu'est venu découvrir Jean-Pierre Farandou, ministre du Travail et des Solidarités, le 21 avril à Rouen.

À Notre-Dame-de-Bondeville, les locataires des tiny houses se sont aménagé un lieu de vie agréable. © Aletheia Press / B.Delabre

Franck Renaudin, président de la Fabrik à Yoops a accueilli le ministre Jean-Pierre Farandou et la députée Annie Vidal le 21 avril. © Aletheia Press / B.Delabre

Publié le 24 avril 2026 - Mis à jour le 24 avril 2026

Et une qui font cinquante. À Rouen, l'entreprise solidaire La Fabrik à Yoops s'apprête à livrer sa cinquantième tiny house. Fondée en avril 2022, l'entreprise est le bras armé de l'association La case départ, qui accompagne les personnes en situation de précarité dans leur réinsertion sociale et professionnelle. Un parcours qui passe par un logement… que La Fabrik à Yoops se propose de fabriquer.

Entièrement dédiée à cette cause, l'entreprise, qui recevait le 21 avril Jean-Pierre Farandou, ministre du Travail et des Solidarités, emploie aujourd'hui 9 personnes, dont deux dans le cadre d'un contrat d'insertion. Et elle est en pleine mutation. «*Nous avons fini 2025 avec un déficit de l'ordre de 10 à 15 000 euros. Il nous faut augmenter la production*», explique Franck Renaudin, président de l'entreprise. «*Notre objectif est d'atteindre 25 à 30 livraisons par an.*» L'atelier est repensé pour accueillir une chaîne de production en flux tendu, capable de conduire de front la construction de quatre tiny houses.

Recherche d'investisseurs solidaires

Les maisonnettes sont ensuite louées aux personnes en situation de rue, avec un loyer modéré. Une phase intermédiaire pour ces hommes et ces femmes, dont un grand nombre n'est pas prêt à vivre en appartement. Les terrains sont souvent prêtés. «*La Ville de Rouen a été la première à jouer le jeu, malgré des réticences*», raconte Franck Renaudin. D'autres ont suivi, comme Notre-Dame-de-Bondeville, où cinq tiny houses sont installées depuis trois ans rue de l'Abbaye. «*C'est une telle réussite, que la question du renouvellement du bail – à l'euro symbolique – ne posera*

pas de problème», assure le nouveau maire, Alain Quibel, qui aime à rappeler l'engagement municipal en faveur de l'insertion sociale.

La SNCF pourrait quant à elle devenir la première entreprise à participer à la cause. «*Certains bailleurs sociaux sont aussi intéressés, car ce mode d'habitat permet de vérifier la compatibilité des demandeurs issus de la rue, avant de leur attribuer un autre logement»,* poursuit le président de la Fabrik à Yoops. Chaque maisonnette coûte 47 000 € hors raccordement aux réseaux. Si elles ne sont pas proposées à la vente aux particuliers, elle l'est aux investisseurs solidaires. «*On en compte déjà sept ou huit, et certains vivent loin d'ici,* sourit Franck Renaudin. *Les acheteurs touchent 11 loyers par an, le douzième étant perçu par nos soins pour la gestion de la tiny house.»*

Le logement comme base du retour à l'emploi

Si l'entreprise est peu dépendante des financements publics, ce n'est pas le cas de l'association, dont le budget annuel de 720 000 euros, est couvert à hauteur de 300 000 euros par des aides d'État. «*Il y a beaucoup d'argent pour l'emploi, pour l'insertion, pour aider les gens, pour la formation... Il y a beaucoup d'argent et il ne faut pas le regretter»,* a plaidé le ministre Jean-Pierre Farandou, après s'être entretenu avec les locataires des tiny houses de Notre-Dame-de-Bondeville. «*Ce que j'ai vu là, vraiment, me conforte dans mon engagement personnel. Le logement, c'est la base. C'est compliqué de postuler un travail quand vous n'avez pas une adresse à donner. Et inversement, ce n'est pas facile de trouver un logement quand vous n'avez pas de travail. Là, il y a une solution.»*

Pour Aletheia Press, Benoit Delabre

Sujet : [INTERNET] TotalEnergies: à la raffinerie de Normandie, les carburants coulent à flots [AFP, 3 derniers jours]
De : AFPForum-Alerts@afp.com
Date : 24/04/2026 08:30
Pour : guillaume.viron@seine-maritime.gouv.fr

TotalEnergies: à la raffinerie de Normandie, les carburants coulent à flots

énergie | carburants | essence | gazole | conflit | transport | aviation | route
Gonfreville-l'Orcher, France | AFP | 24/04/2026 05:00 UTC+2
par Nicolas GUBERT

Quelques ouvriers du géant pétrogazier TotalEnergies s'affairent à mi-hauteur d'une tour de métal d'une quarantaine de mètres: près de la Manche, au coeur de la raffinerie de Normandie, la plus grande de France, la production de carburants tourne à plein régime, en dépit de la guerre au Moyen-Orient.

"On est sur l'unité d'hydrocraquage, une unité de conversion qui va nous permettre de maximiser la production de diesel et de kérosène pour les carburants routiers et de l'aviation", explique à l'AFP Elise Thomazo, responsable de la division technique de la raffinerie, casque sur la tête.

Après distillation du pétrole brut, cet ensemble de tours, qui contribue généreusement aux 40.000 kilomètres de tuyaux qui parcourent le site de 360 hectares, abrite des pompes, des compresseurs, qui dans un vrombissement continu, séparent les molécules et notamment "les essences du gazole et du kérosène", précise Adlene Terkmani, responsable des opérations d'une unité de conversion de ces molécules, également casqué.

Tout autour, des dizaines de "bacs", réservoirs circulaires gigantesques, des plus foncés, en noir, qui accueillent le pétrole brut, mais également les produits les plus "lourds" comme le bitume, aux plus clairs, où sont stockés les produits les plus "légers", comme les essences.

Si la raffinerie est conçue pour produire traditionnellement une part importante de diesel et de kérosène, depuis le début de la guerre, les équipes s'efforcent "d'optimiser" la production et d'augmenter un peu les ratios de ces produits pour lesquels la France est largement déficitaire (à 50% de sa consommation pour le gazole, notamment), indique Mme Thomazo.

- Un peu plus de diesel et de kérosène -

Mais, prévient-elle aussitôt, "dans tous les cas, ça ne dépasse pas 5%" de production supplémentaire pour ces produits, expédiés majoritairement (72%) par oléoduc vers les aéroports de Roissy et Orly pour les carburants d'aviation et vers les dépôts de carburant d'Ile-de-France, en ce qui concerne les carburants routiers.

Avant toutes ces opérations, le pétrole brut arrive par navire au port voisin du Havre, d'où il est expédié vers la raffinerie, également par oléoduc.

Avant la guerre, la raffinerie recevait "environ 20%" de son or noir du Golfe, des approvisionnements reportés sur les Etats-Unis, l'Europe et l'Afrique, selon François Bourrasse, tout nouveau directeur du site.

En matière d'approvisionnement, on n'a pas de crainte particulière", assure M. Bourrasse, qui indique que la raffinerie est couverte "pour les prochaines semaines, pour le prochain mois": "nous sommes déjà en train de travailler sur les approvisionnement des semaines suivantes, plutôt vers juin, c'est un rythme classique de travail pour l'approvisionnement de notre cycle".

Du fait de cette tension sur le marché mondial provoquée par le conflit au Moyen-Orient, les marges du raffinage "se sont redressées, c'est clair", indique-t-il, avant de rappeler qu'elles étaient encore récemment en berne en Europe et d'inviter à considérer les choses sur le long terme.

La plateforme, qui transforme chaque année quelque 12 millions de tonnes de pétrole brut, assure la production d'environ 12% des carburants vendus dans les stations-service de France, mais également 11% des plastiques produits en France.

ngu/jbo/de

Identifiant : http://doc.afp.com/A8RY7ZQ

Modifier, suspendre ou supprimer vos alertes mail
Accéder au document d'origine de cette alerte mail sur AFP Forum

Copyright © Agence France-Presse. Tous droits réservés. Les documents mentionnés sont la propriété de l'AFP et/ou de ses partenaires. AFP et le logo AFP sont des marques déposées de l'Agence France-Presse.

france3-regions.franceinfo.fr

Guerre au Moyen-Orient. "En matière d'approvisionnement, on n'a pas de crainte particulière" : à la raffinerie

Mélisande Queïnnec, AFP

5–6 minutes

À Gonfreville-l'Orcher, près du Havre (Seine-Maritime), au cœur de la raffinerie de Normandie, la plus grande de France, la production de carburants tourne à plein régime, en dépit de la guerre au Moyen-Orient. Les approvisionnements sont déjà assurés pour plusieurs mois, confirme la direction le 23 avril 2026.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

Ce jeudi 23 avril, quelques ouvriers du géant pétrogazier TotalEnergies s'affairent à mi-hauteur d'une tour de métal d'une quarantaine de mètres.

"*On est sur l'unité d'hydrocraquage, une unité de conversion qui va nous permettre de maximiser la production de diesel et de kérosène pour les carburants routiers et de l'aviation*", explique à l'AFP Elise Thomazo, responsable de la division technique de la raffinerie, casque sur la tête.

La raffinerie de Gonfreville-l'Orcher, le 23 avril 2026. • © LOU BENOIST / AFP

Après distillation du pétrole brut, cet ensemble de tours, qui contribue généreusement aux 40 000 kilomètres de tuyaux qui parcourent le site de 360 hectares, abrite des pompes, des compresseurs, qui dans un vrombissement continu, séparent les molécules et notamment "*les essences du gazole et du kérosène*", précise Adlene Terkmani, responsable des opérations d'une unité de conversion de ces molécules.

Tout autour, des dizaines de bacs, réservoirs circulaires gigantesques, des plus foncés, en noir, qui accueillent le pétrole brut, mais également les produits les plus lourds comme le bitume, aux plus clairs, où sont stockés les produits les plus légers, comme les essences.

La raffinerie tourne à plein régime. • © LOU BENOIST / AFP

Si la raffinerie est conçue pour produire traditionnellement une part importante de diesel et de kérosène, depuis le début de la guerre, les équipes s'efforcent "*d'optimiser*" la production et d'augmenter un peu les ratios de ces produits pour lesquels la France est largement déficitaire (à 50 % de sa consommation pour le gazole, notamment), indique Mme Thomazo.

Mais, prévient aussitôt Elise Thomazo, "*dans tous les cas, ça ne dépasse pas 5 %*" de production supplémentaire pour ces produits, expédiés majoritairement (72 %) par oléoduc vers les aéroports de Roissy et Orly pour les carburants d'aviation et vers les dépôts de carburant d'Ile-de-France, en ce qui concerne les carburants routiers.

Avant toutes ces opérations, le pétrole brut arrive par navire au port voisin du Havre, d'où il est expédié vers la raffinerie, également par oléoduc.

Avant la guerre, la raffinerie recevait "*environ 20 %*" de son or noir du Golfe, des approvisionnements reportés sur les Etats-Unis, l'Europe et l'Afrique, selon François Bourrasse, tout nouveau directeur du site.

François Bourrasse (à droite) est le tout nouveau directeur du site. • © LOU BENOIST / AFP

"*En matière d'approvisionnement, on n'a pas de crainte particulière*", assure François Bourrasse, qui indique que la raffinerie est couverte "*pour les prochaines semaines, pour le prochain mois*": "*nous sommes déjà en train de travailler sur les approvisionnements des semaines suivantes, plutôt vers juin, c'est un rythme classique de travail pour l'approvisionnement de notre cycle*".

Du fait de cette tension sur le marché mondial provoquée par le conflit au Moyen-Orient, les marges du raffinage "*se sont redressées, c'est clair*", indique-t-il, avant de rappeler qu'elles étaient encore récemment en berne en Europe et d'inviter à considérer les choses sur le long terme.

La plateforme, qui transforme chaque année quelque 12 millions de tonnes de pétrole brut, assure la production d'environ 12 % des carburants vendus dans les stations-service de France, mais également 11 % des plastiques produits en France.

paris-normandie.fr

En Normandie, Bouchons 276 frappé par un coup dur qui menace son avenir

Catherine ROL

8–10 minutes

Nouvelles règles de recyclage, tonnes de bouchons à jeter, bénévoles découragés : en Normandie, l'association Bouchons 276 traverse une crise qui remet en cause son avenir.

Par Catherine ROL

Publié: 24 Avril 2026 à 08h08 Temps de lecture: 1 min

Q*uand on a reçu le mail, ça a fait l'effet d'une bombe ! »* Dab Delaporte, le président-fondateur de l'association Bouchons 276, est encore sonné.

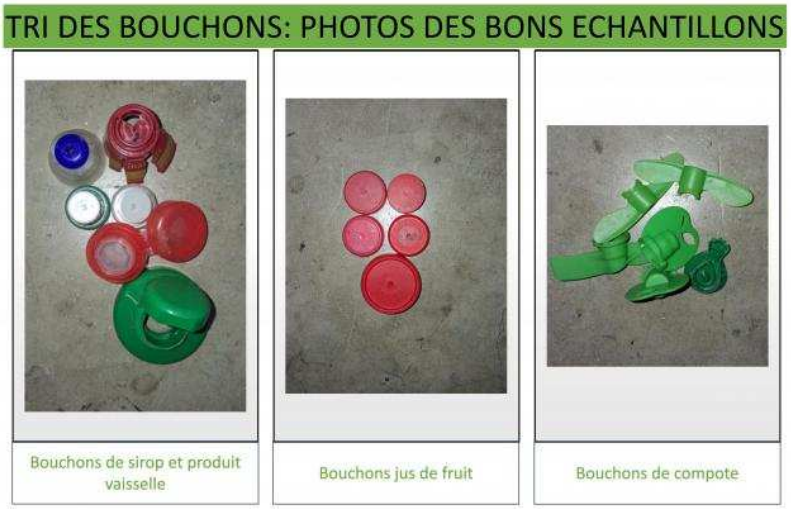
En mars 2026, l'association – comme d'autres qui collectent des bouchons en plastique pour aider les personnes en situation de handicap – a été informée par l'entreprise de recyclage que de nouvelles règles de tri entraient en vigueur au 1er avril 2026.

Près de 30 tonnes de bouchons à trier ou à jeter

Désormais, quelques bouchons bien précis sont acceptés par le recycleur, installé dans l'est de la France, avec lequel Bouchons 276 travaille depuis un an. Pour schématiser, il s'agit presque uniquement de bouchons de boissons (eau, soda, sirop, lait, compotes).

Seuls ces bouchons sont désormais acceptés par le recycleur. - Document fait par le recycleur

Seuls ces bouchons sont désormais acceptés par le recycleur. - Document fait par le recycleur

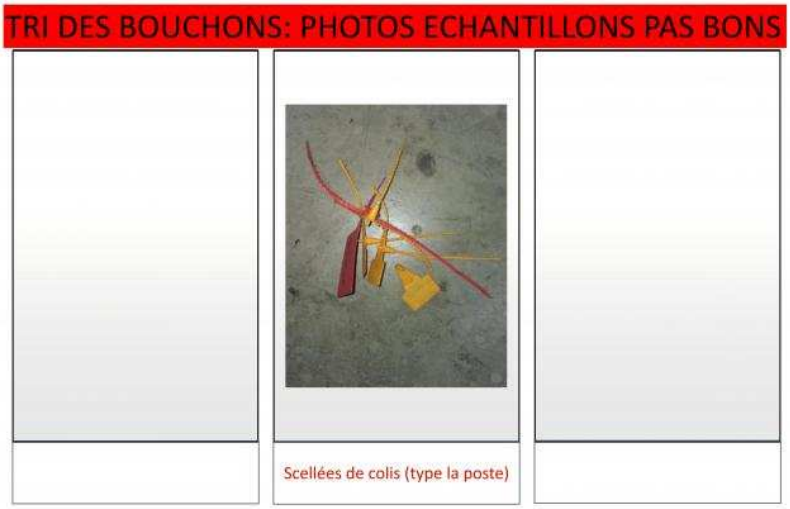


Seuls ces bouchons sont désormais acceptés par le recycleur. - Document fait par le recycleur

Ces bouchons et couvercles ne sont plus acceptés, il ne faut plus les donner à Bouchons 276. - Document fait par le recycleur

Ces bouchons et couvercles ne sont plus acceptés, il ne faut plus les donner à Bouchons 276. - Document fait par le recycleur

Ces bouchons et couvercles ne sont plus acceptés, il ne faut plus les donner à Bouchons 276. - Document fait par le recycleur



Ces bouchons et couvercles ne sont plus acceptés, il ne faut plus les

donner à Bouchons 276. - Document fait par le recycleur

Une décision qui pourrait bien remettre en cause la survie de l'association, d'autant que de nombreux bénévoles ont décidé de quitter le navire.

Pour comprendre ce qui se passe, il faut remonter à décembre 2025. *« La chaîne de production du recycleur est d'abord tombée en panne, et puis il y a eu des vacances. L'envoi de bouchons a été stoppé. On se retrouve comme ça avec 15 tonnes au dépôt de Verneusses puisque le camion qui était prévu en fin d'année n'a pas pu partir*, illustre Dab Delaporte à *Paris Normandie. Quand ça a repris, la chaîne a pris feu. On a reçu un mail pour nous dire que des piles avaient été retrouvées. En plus, le recycleur a eu des réclamations par rapport à la qualité des bacs en plastique qu'il fabrique, qui ne seraient pas conformes au cahier des charges. »*

L'entreprise a donc fait analyser les bouchons envoyés par les associations. Verdict : *« Il y en a plein qui ne sont pas conformes »*, souffle Dab.

> Avec les nouvelles règles de tri, il faudra trois ans pour remplir un camion. Trois ans pour récupérer 3 000 €, ça ne vaut plus le coup ! »
>
> **Bruno**, Ancien bénévole

Les bénévoles du dépôt d'Évreux ont, à l'instar de Bruno, mobilisé depuis 2021, décidé de jeter l'éponge. - Photo d'archives Paris Normandie

Sauf que voilà : les bénévoles ont passé des mois entiers à trier des tonnes et des tonnes de bouchons… qu'ils vont devoir trier à nouveau, ou tout jeter ! Cela représente 5 tonnes à Évreux, 15 tonnes à Verneusses, entre 3 et 4 tonnes à Rouen et 5 tonnes au Havre. À la louche, il faudrait en éliminer la moitié voire les deux tiers. Le coup de grâce ! *« Ça démoralise les bénévoles »*, soupire Dab Delaporte.

Dans l'Eure, les équipes d'Évreux et Verneusses ont laissé tomber, soit entre 14 et 16 personnes. Parmi elles, Bruno, qui a rejoint l'équipe d'Évreux à l'ouverture du dépôt ébroïcien en 2021. Pourtant très impliqué, il a décidé d'abandonner.

80 € la tonne au lieu de 300 €

« Pendant vingt ans, tout ce qu'on envoyait passait, et là ce n'est plus le cas, s'agace-t-il. *Le message n'est pas du tout passé auprès des bénévoles. On passe un temps fou à trier. C'est beaucoup de boulot, de manutention. Le fait de devoir retrier ce qui a déjà été fait, c'est décourageant. À Évreux, on récupère plein de bouchons de l'industrie pharmaceutique et alimentaire. On sait déjà que tout ce stock, c'est poubelle ! Mais on va en faire quoi ? Actuellement, on met un an à remplir un camion. Avec les nouvelles règles de tri, il faudra trois ans. Trois ans pour récupérer 3 000 €, ça ne vaut plus le coup ! »*

Bruno souligne un autre problème, et pas des moindres, inhérent aux nouvelles règles de tri : que faire des bouchons qui ne sont plus acceptés par le recycleur ? *« Le problème, c'est la quantité. Qui va vouloir récupérer 15 à 20 tonnes de plastique ? »,* interroge Dab Delaporte. Il s'est rapproché de la Métropole de Rouen ou encore du Setom (Syndicat mixte pour l'étude et le traitement des ordures ménagères de l'Eure) pour tenter de trouver une solution, mais n'a pas encore obtenu de réponse.

Depuis des semaines, le président-fondateur multiplie les contacts pour trouver un nouveau recycleur. *« Soit personne ne veut des bouchons, soit on nous propose de reprendre la tonne à 80 €, sans le transport, quand aujourd'hui on perçoit 300 €, transport inclus »*, peste Dab Delaporte. Il n'est pas non plus certain que l'entreprise avec laquelle Bouchons 276 travaille actuellement accepte de poursuivre l'aventure. *« On a dû lui fournir un plan d'action, qui n'a pas encore été validé. »*

Dab Delaporte, président de l'association Bouchons 276, cherche une solution pour se débarrasser des bouchons qui ne sont plus acceptés par

le recycleur. - Photo d'archives Paris Normandie

Pour lui, pas question de baisser les bras pour autant. *« Impossible d'envisager de mettre la clé sous la porte. Ça me ferait trop mal au ventre. »* Depuis sa création en 2003, Bouchons 276 a distribué 983 060 € à 1 018 Normands.

Bouchons 276 recherche des bénévoles pour son dépôt d'Évreux. Leur mission : réception, manutention de sacs de 10/12 kg, tri selon les modalités du recycleur, le matin ou après-midi en semaine. Disponibilité deux à trois fois par semaine. Contact par courriel : communication@bouchons276.com

Lire aussi

Élections municipales, magasin TEDi… Les indiscrétions de la semaine dans l'Eure

Sébastien Lecornu annonce dans une lettre aux maires de l'Eure qu'il ne sera pas candidat au Sénat

lecourriercauchois.fr

Cany-Barville. Reprise d'entreprise : "Il faut frapper tôt pour trouver des solutions"

Nicolas Durand

4–5 minutes

Un demi-million : c'est le nombre d'entreprises dont les dirigeants sont amenés à prendre leur retraite dans les dix prochaines années, estime le ministère de l'Economie. Cela représente pas moins de trois millions de salariés, présents dans tous les secteurs d'activité. C'est un véritable enjeu de trouver des repreneurs pour ces sociétés, dont les dirigeants, issus du baby-boom, s'approchent de la retraite. C'est le cas de Patrick Coquelet. Désormais consultant pour fluidifier la reprise, il était, jusqu'au 28 janvier, président de l'entreprise Polytechs, spécialisée dans la formulation de solutions polymères, située à Cany-Barville. En effet, depuis le début de l'année, Global Polymer Solution, une filiale autonome du fonds d'investissement italo-anglais InvestIndustrial, a pris le contrôle de l'entreprise cauchoise.

Un travail depuis cinq ans

Et si trouver un repreneur n'est pas chose aisée, trouver le bon l'est encore moins. Il y a une quinzaine d'années, à l'image du parcours de Patrick Coquelet, les salariés pouvaient entrer au capital de l'entreprise, c'est aujourd'hui impossible. "*Il faut aller chercher des spécialistes*", analyse le chef d'entreprise. Le repreneur d'une telle structure doit être en mesure de financer la grande majorité de l'achat en fonds propres, "*la dette ne doit pas absorber le repreneur au risque de ralentir le groupe*", insiste-t-il. Il faut donc faire valoir l'attractivité de l'entreprise. Pour Polytechs, c'est en partie le dispositif gouvernemental d'identification ETIncelles, qui a "*donné naissance à l'intérêt de Polytechs pour les repreneurs."* Une reprise nécessite une organisation de longue haleine, où la chaîne ne doit pas discontinuer, que ce soit pour les fournisseurs et pour les clients. "*Il faut frapper suffisamment tôt pour trouver des solutions*", confie Patrick Coquelet, qui travaille le sujet depuis cinq ans.

"Bien connaître l'ADN de l'entreprise"

"*J'ai souvent été approché, notamment par des Américains*", admet

Patrick Coquelet, à qui il a rapidement fermé la porte. "*Je n'ai pas jugé utile de poursuivre : c'est très loin de ce que j'attendais.*" Pour le dirigeant, il ne s'agissait pas de vendre à n'importe qui, déjà pour des raisons sociales. "*Il faut bien connaître l'ADN de l'entreprise, nous avons tous un patrimoine génétique de valeurs.*"

"J'ai défendu 42 ans le drapeau français, je préfère être européen que chinois ou américain"

D'après l'entrepreneur, les Américains auraient gardé la production, mais tous les services supports auraient été décentralisés. Même intégrée dans un groupe, Polytechs conserve une autonomie dans son organisation, une notion importante pour le dirigeant. "*J'ai défendu pendant 42 ans le drapeau français, je préfère être Européen que Chinois ou Américain*", souligne-t-il. "*Les valeurs européennes sont proches des collaborateurs. On a une responsabilité énorme : il y a des gens qui remboursent leur maison.*"

"Un projet industriel intéressant"

Le projet présenté, ici industriel, est crucial pour faire perdurer l'activité d'un site. Le groupe qu'intègre Polytechs est complémentaire en termes d'activité. Si l'on simplifie, Polytechs produit des "mélanges-maîtres" avec des propriétés fonctionnelles, tandis que d'autres entités au sein du groupe produisent des mélanges liés aux couleurs. Une complémentarité trouvée qui rend optimiste le dirigeant : "*On va pouvoir aller chercher des marchés en zone dollar, Polytechs a suffisamment d'atouts pour franchir une autre étape. Une nouvelle page va s'écrire.*"

paris-normandie.fr

« Méthode Notre-Dame » : les grands projets industriels retenus en Seine-Maritime et dans l'Eure

Violaine Gargala

6–7 minutes

Parmi les 150 grands projets industriels qui vont bénéficier d'une simplification pour permettre leur réalisation, plusieurs sont en Normandie.

L'usine d'assemblage de lanceurs nouvelle génération, de la start-up MaiaSpace, fait partie des projets majeurs retenus. - Photo archives Paris Normandie - Stéphanie Péron Clément

Par Violaine Gargala

Publié: 23 Avril 2026 à 18h36 Temps de lecture: 1 min
Cent cinquante projets en France, dont cinq en Seine-Maritime et un dans l'Eure, vont bénéficier de la *« méthode Notre-Dame »*. Présentée par le président de la République, mercredi 22 avril 2026, elle consiste à accélérer des grands projets industriels jugés stratégiques.

Consultez l'actualité en vidéo

160 emplois à la clé

À Vernon, MaiaSpace fait partie de cette liste de projets prioritaires. La start-up, créée par ArianeGroup, va développer et produire des lanceurs

spatiaux réutilisables. Pour les assembler, elle a besoin de construire une nouvelle usine de 10 000 m². Quelque 160 emplois sont à la clé. *« On peut espérer que cette « loi d'exception » devienne la norme et permette à ceux qui veulent investir, porter des projets et créer des emplois, de pouvoir le faire plus facilement qu'aujourd'hui »*, réagit le président du Département de l'Eure, Alexandre Rassaërt. L'annonce de cette méthode intervient une semaine après l'adoption de la loi de simplification de la vie économique.

Production de biocarburant

En Seine-Maritime, cinq projets sont retenus. Y figure celui de l'usine de recyclage moléculaire des plastiques d'Eastman, prévue à Saint-Jean-de-Folleville. Un nouveau signal positif pour l'entreprise après la validation juridique du projet par le conseil d'État en janvier. Un projet à un milliard d'euros d'investissement avec 350 emplois directs à la clé.

Le projet Lhyfe, au Havre, consiste en la construction d'une unité de production d'hydrogène décarboné. En association avec le groupe norvégien Yara, numéro un mondial de la production d'engrais minéraux et présent depuis de longues années sur la zone industrialo-portuaire, l'entreprise nantaise prévoit de produire plus de trente tonnes d'hydrogène par jour à l'horizon 2029, année de la mise en service de la future usine.

Est aussi retenu le projet DEZIR de Verso Energy, implanté à Petit-Couronne, au sud de Rouen, et Alizay, dans l'Eure. Il s'agit de la création d'un site de production de production de carburant d'aviation durable de synthèse.

Figure aussi dans cette liste le projet Salamandre d'Engie, qui prévoit la construction d'une usine de production de gaz vert à partir de déchets sur le site de l'ancienne cimenterie Lafarge. Sur la zone industrielle de Port-Jérôme, à Lillebonne, l'entreprise américaine Cabot Carbone, qui fabrique du noir de carbone, est également concernée pour la création d'un « energy center ».

En Normandie, un seul autre projet a été retenu : il s'agit de Tertu, production de biocarburants, dans le Calvados.

Simplification

La « méthode Notre-Dame » s'inspire de la reconstruction de la cathédrale parisienne, en matière de simplification et d'accélération des procédures. Pour échapper à des recours qui *« freinent »* les chantiers, les contentieux seront *« unifiés »* au niveau de la Cour administrative d'appel, ce qui est censé faire gagner *« un an »* sur les délais, a notamment annoncé Emmanuel Macron.

Des *« dispositifs clés en main »* seront aussi mis au point pour identifier et fournir du *« foncier économique »* prêt à l'emploi. Enfin, le chef de l'État a dit vouloir *« simplifier les évaluations environnementales »*, en remettant *« du bon sens »* pour *« réduire massivement les délais »*.

lagazettefrance.fr

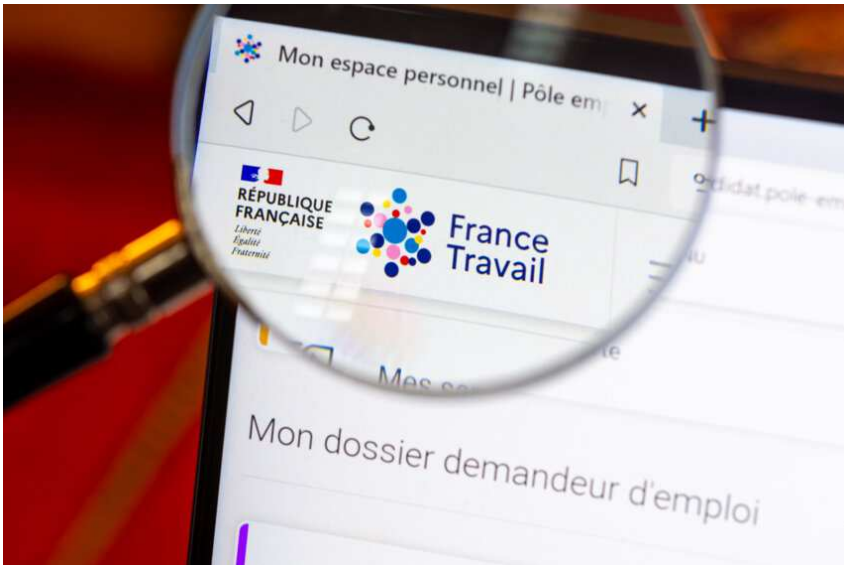
En Normandie, plus de 100 000 recrutements attendus en 2026

Chloé Guerout

3–4 minutes

Dossier

Les entreprises normandes prévoient 100 700 embauches en 2026, selon l'enquête Besoins en main-d'œuvre présentée par France Travail Normandie. Une dynamique en léger recul, portée par les services et l'industrie, avec des besoins concentrés en Seine-Maritime et Calvados.



© Photo d'illustration Adobe Stock

Publié le 24 avril 2026 - Mis à jour le 24 avril 2026

Selon l'enquête Besoins en main-d'œuvre (BMO) 2026 de France Travail Normandie, près d'une entreprise sur quatre prévoit de recruter cette année. Au total, 100 692 projets d'embauche sont recensés, soit 11 115 de moins qu'en 2025.

Dans le détail, l'industrie manufacturière se distingue avec 30,6% d'établissements recruteurs, soit la plus forte proportion. Les entreprises de 100 à 199 salariés enregistrent une hausse notable, tandis que les structures de moins de 10 salariés concentrent plus d'un tiers des intentions, avec 36 000 projets.

Les services, premier moteur de l'emploi

Près de la moitié des recrutements concernent les services aux particuliers. La santé humaine et l'action sociale dominent avec 19% des projets, soit plus de 19 500 embauches attendues.

Les métiers les plus recherchés relèvent de la vente, du tourisme et des services (39% des intentions), suivis du social et médico-social (15%) et des ouvriers de l'industrie (11%). Les profils d'aides à domicile, de serveurs ou encore d'agents d'entretien restent particulièrement demandés.

La Seine-Maritime et le Calvados cumulent à eux seuls plus de 60% des projets de recrutement, avec respectivement 34 897 et 27 166 intentions d'embauche. Cette concentration reflète le poids économique de ces territoires dans la région.

Les difficultés de recrutement concernent 48% des projets, en baisse de 5 points sur un an. Le recul est marqué dans le commerce (-10 points). La construction reste toutefois le secteur le plus en tension, avec 68% de recrutements jugés difficiles.

actu.fr

Un décor de science-fiction en pleine mer : on a testé pour vous la visite du parc éolien de Fécamp

Matéo Lhernault

5–6 minutes

À Fécamp, l'office de tourisme propose cette année encore la visite du parc éolien en mer. On a embarqué sur le Normandy pour aller voir les turbines de près, on vous raconte.

Sur le même thème

- Manche (mer)
- Parc éolien en mer
- Tourisme

L'office du tourisme de Fécamp propose des visites du parc éolien offshore. (©ML/76actu)

Par Matéo Lhernault Publié le 23 avr. 2026 à 18h28

L'office de tourisme de Fécamp surfe sur la vague du tourisme industriel. Pour la saison estivale 2026, les visites du parc éolien en mer sont de nouveau proposées pour une expérience « à la croisée de la technologie et de la nature », selon le site de l'office, qui avait attiré **1 500 visiteurs** au cours de la saison estivale 2025. *76actu* a embarqué sur le Normandy pour observer de plus près les turbines géantes.

Embarcation sur le Normandy

Le rendez-vous était fixé à 9h30, pour un départ impératif à 10h. Premier conseil : soyez à l'heure. Une fois à bord, vous avez le choix. Vous pouvez vous installer sur la proue, la poupe, dans la cabine ou sur le pont supérieur. Deuxième conseil : si vous avez le mal de mer, **évitez le pont supérieur** et la proue. La poupe est l'endroit le plus stable du bateau.

Une fois installé, il ne vous reste plus qu'à vous laisser porter. Pour atteindre le parc éolien en mer, il faut parcourir **une dizaine de miles nautique**, parcourus en une vingtaine de minutes. Si, par chance, le temps est clair, vous pourrez apercevoir l'aiguille des falaises d'Etretat. Si vous êtes extrêmement chanceux, vous pourrez même apercevoir des dauphins, comme c'est arrivé lors d'une sortie en 2025. Mais une fois rentré à quai, il faudra courir retirer au plus vite un ticket de loto.

Décor de science-fiction

En arrivant auprès du fameux parc de **71 turbines**, on se dit que le décor ne ferait pas tâche pour un film de science-fiction. Avec leur socle jaune et leurs pales aux extrémités rouges, elles sont plus grandes que leurs cousines terrestres, avec **une hauteur de 180 mètres** en bout de pales (contre 120 à 155 mètres pour les turbines terrestres). Elles produisent plus aussi. Raphaëlle Paris, cheffe de projet pour EDF power solutions, nous apprend qu'une éolienne marine peut produire jusqu'à 7 mégawatts, contre 3 à 4 mégawatts au maximum sur terre.

La visite est bien sûr agrémentée d'explications diffusées par haut-parleurs. On a pu apprendre que **la navigation n'est pas interdite** au sein du parc, mais largement réglementée. Les bateaux de plus de **25 mètres n'ont pas le droit de naviguer** entre les moulins. Pour les plus petites embarcations, elles doivent impérativement se munir d'une balise AIS, et elles ne peuvent approcher des éoliennes à moins de 50 mètres. Pour la sous-station électrique, la distance minimale est de 200 mètres.

Les turbines sont mobiles. Elles peuvent s'orienter de manière à toujours être face au vent. Elles tournent ainsi 24h sur 24, 7 jours sur 7, pendant toute la durée de vie du parc, laquelle est prévue pour **25 ans**. Quand une éolienne s'arrête, c'est qu'elle est en maintenance.

Des données en temps réel

Près de l'entrée du parc, on tombe rapidement sur la sous-station électrique en mer. Son rôle est primordial pour le transport d'électricité puisqu'il relie le courant électrique produit par les éoliennes au poste électrique de Sainneville-sur-Seine sur le continent, par deux câbles posés au fond de la mer.

La sous-station du parc éolien en mer de Fécamp relie les éoliennes au continent par un câble sous-marin (©ML/76actu)

Au bout du parc éolien, près des eaux internationales, le Normandy nous amène vers le **mât de mesure** du parc éolien en mer. Il mesure en temps réel les conditions météorologiques pour les agents de maintenance, leur permettant de piloter le parc. Les données recueillies sont « cédées à titre gracieux » aux centres de recherche météorologique, nous apprend le guide de l'office de tourisme à bord.

Passée cette étape, il est temps de rentrer au port. La traversée retour est plus rapide et l'embarcation plus stable qu'à l'aller, bien aidée par la marée montante. Nous avons posé le pied à quai à 12h.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

ici.fr

Aide carburants : "les critères sont trop restrictifs", les aides à domicile grandes oubliées du gouvernement

Fanny Narvarte

5–7 minutes

Publié le jeudi 23 avril 2026 à 10:57

En Seine-Maritime et dans l'Eure, les aides à domicile utilisent leurs voitures personnelles pour travailler, mais elles gagnent souvent un tout petit peu plus que le plafond fixé par le gouvernement pour accéder à la ristourne. Pour les professionnels du secteur, il faut élargir les critères.

Les aides carburants annoncées par Sébastien Lecornu ce mardi 22 avril 2026 font déjà grincer des dents. La ristourne, à destination de 3 millions de "*travailleurs modestes grands rouleurs*", est soumise à conditions. Il faut gagner **moins de 17 000 € par an** pour une personne seule, ou moins de 50 000 € pour un couple avec deux enfants. Autre critère : **parcourir au moins 8 000 kilomètres** avec sa voiture personnelle dans le cadre de son travail, ou habiter à au moins 15 km de son lieu de travail. La mesure destinée notamment aux infirmières, aides-soignantes ou aides à domicile qui utilisent leurs voitures personnelles, en exclut pourtant beaucoup du dispositif.

"Soit le revenu, soit le kilométrage"

"*Dans ma structure, **cette aide va concerner 2 personnes sur 80.** On a des temps pleins qui travaillent le week-end et les jours fériés, qui sont valorisés, et qui dépassent donc de très peu le seuil des 17 000 €. Les critères sont trop restrictifs, ils touchent à peine ceux qui sont au SMIC alors que nous nous sommes battus pour faire revaloriser les métiers*", regrette Margaux Beucher, responsable de la Spasad Lajosa à Rouen, une entreprise qui emploie des aides à domicile, auxiliaires de vie et aides-soignantes.

À l'inverse, les temps partiels qui sont en dessous des 17 000 € ne font, de fait, pas assez de kilomètres. "*Il y a quelque chose qui ne va pas, **soit le revenu, soit le kilométrage,** mais les deux en même temps ce n'est pas possible*", confie le directeur d'une autre entreprise d'aides à domicile en Seine-Maritime.

Des aides à domicile obligées de rogner sur leurs dépenses personnelles

Mère célibataire avec un enfant à charge, Aline, aide à domicile rouennaise de 46 ans, fait partie de ces personnes exclues du dispositif. Elle gagne 19 000 € par an, juste au-dessus du seuil qui ouvre les droits donc. Pourtant, elle fait **plus de 500 kilomètres par semaine avec sa voiture.** "*Je peux aller de Mont-Saint-Aignan, à Isneauville, à Canteleu. Je dois faire un plein par semaine. Le dernier m'a coûté 80 €*." Son employeur l'indemnise à hauteur de 61 centimes par kilomètre.

Depuis l'augmentation des prix des carburants, elle **restreint donc toutes ses consommations.** "*En semaine je finis à 12 h 30 et je reprends à 17 h. Je pourrais rentrer chez moi, j'habite à Oissel à 20 minutes de Rouen, mais je ne le fais pas pour économiser de l'essence. Je patiente dans ma voiture.*" Aline scrute aussi toutes ses dépenses, "*surtout en fin de mois où ça devient très difficile.*" Adieu les sorties au cinéma ou au restaurant. "*La priorité c'est de mettre l'essence dans la voiture pour aller travailler.*" Être exclue de ce dispositif est donc **une vraie frustration**. "*On peut se dire qu'on a de la chance parce qu'on ne fait pas partie des foyers très modestes, mais d'un autre côté c'est injuste parce que notre métier est indispensable, et ça vient empiéter sur notre reste à vivre.*"

Une situation qui ne facilite pas le recrutement dans le secteur. *"Le ton commence à monter un peu, je n'ai pas eu de démission en lien avec cette problématique, par contre j'ai déjà eu des candidats qui ont finalement refusé le poste à cause des prix des carburants. On est déjà en tension, donc ça vient encore un peu plus compliquer la situation*", se désole Margaux Beucher. Ces aides carburants vont coûter **180 millions d'euros** en mai au gouvernement, selon le ministre des Comptes publics.

- Guerre au Moyen-Orient
- Prix du carburant
- Carburant

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

Passer la section

france3-regions.franceinfo.fr

"On ne voit pas très bien l'avenir" : avec la guerre au Moyen-Orient, les stations essences indépendantes en d

Léna Thobie-Gorce

5–6 minutes

Avec la guerre au Moyen-Orient, le prix du carburant continue sa hausse. En Seine-Maritime, les stations essences indépendantes qui ne peuvent pas bloquer leur prix, traversent une période difficile avec une baisse de leur vente.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

Jusqu'où les prix à la pompe vont-ils monter ? C'est la question que tout le monde se pose depuis le début de la guerre entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran, commencée le 28 février dernier.

Depuis cette date, les tarifs affichés dans les stations de carburant atteignent des niveaux record. Le prix du gazole a doublé dans certaines d'entre elles.

Les stations-service indépendantes tentent de limiter la casse, mais elles n'ont souvent pas la possibilité de bloquer les prix ni de compenser leur perte avec une autre activité.

VIDEO. Reportage de Bérengère Dunglas et Amandine Pointel :

durée de la vidéo : 00h01mn56s

copié !

réessayer

En Seine-Maritime, les stations essences indépendantes traversent une période difficile avec une baisse de leur vente. • ©B. Dunglas / A. Pointel

À Saint-Laurent-en-Caux (Seine-Maritime), une station-service indépendante essaye tant bien que mal de tenir le choc. À 2,30 euros le litre de gazole, elle affiche des prix plus importants que dans les supermarchés.

> On ne voit pas très bien l'avenir honnêtement.
>
> *Gérard Tiercelin, gérant d'une station indépendante à Saint-Laurent de Caux*

"*Quand la grande surface fait du prix coûtant, ils répercutent leurs pertes dans tout le magasin, je suppose, parce qu'ils ne vont pas acheter et vendre à prix coûtant. Je les comprends, mais ça fait mal aux indépendants*", explique Gérard Tiercelin, gérant d'une station indépendante à Saint-Laurent de Caux.

Depuis le début de la crise au Moyen Orient, les ventes ont baissé de 10% environ dans cette station.

Ce qui permet à l'établissement de résister, c'est le complément d'activité : la station est associée à un garage. Cela offre une autre source de revenus. C'est aussi la seule station à 10 kilomètres à la ronde, ce qui a permis de fidéliser une clientèle locale.

> On est obligé d'avoir des compléments de revenus.
>
> *Gérard Tiercelin, gérant d'une station indépendante à Saint-Laurent de Caux*

"*Les marges sont trop réduites. On est obligé d'avoir des compléments de revenus avec le garage. On a aussi construit le lavage de voitures, mais bon maintenant il y en a d'autres à proximité*", se désole le gérant.

Selon une récente étude de la fédération Mobilians, la moitié des stations-service indépendantes pourraient disparaître d'ici dix ans.

À Yvetot, sur 2 kilomètres pas moins de 3 stations-service se succèdent. Un supermarché, une station Total et un indépendant. Ce dernier voit d'un mauvais œil le blocage des prix proposés ces dernières semaines par le pétrolier.

"*On a réduit un petit peu la marge pour essayer d'être compétitifs, mais c'est pas évident. On ne peut pas être compétitif face à des groupes*

comme Total qui bloquent les prix. Nous, on ne peut pas avoir accès à ce prix bloqué", confie Charles Vieillard, gérant d'une station indépendante à Yvetot.

> Forcément, pour 20 centimes de moins, les clients ont plus tendance à aller chez Total que chez nous.
>
> *Charles Vieillard, gérant d'une station indépendante à Yvetot*

Face à la flambée des prix, ce gérant tente tout de même de limiter la casse : "*On essaye de trouver d'autres fournisseurs de carburant, il faut trouver les meilleurs tarifs pour qu'on soit compétitif face aux autres stations. On appelle les fournisseurs pour savoir les tarifs donc ça prend beaucoup de temps.*"

Malgré le temps et l'énergie consacrés, cette stratégie semble payante. En effet, pour le moment, ce gérant parvient à afficher des tarifs concurrentiels avec les supermarchés voisins.

paris-normandie.fr

« Va te faire… » : à Rouen, Astuce part en campagne contre la hausse des incivilités envers ses chauffeurs

Cécile Frangne

5–6 minutes

Le réseau Astuce a déployé une nouvelle campagne de communication dans la Métropole de Rouen pour lutter contre la hausse des incivilités recensées envers ses agents.

De nombreuses affiches ont été déployées sur fond coloré dans les transports depuis quelques jours. - Photo Paris Normandie

Par Cécile Frangne

Publié: 24 Avril 2026 à 07h35 Temps de lecture: 2 min

Dans les stations de métro de la Métropole rouennaise sur les bus du réseau Astuce… Impossible de rater les nombreux messages au ton provocateur déployés sur fond coloré dans les transports depuis quelques jours. *« Va te faire… former à la courtoisie »*, *« enf… reindre la loi commence parfois par une simple insulte »,* est-il notamment écrit sur les affiches, qui rappellent aux usagers que les violences verbales et physiques – *« menaces, gestes obscènes, coups, jets de projectiles »* – envers les chauffeurs et contrôleurs sont passibles d'un an

d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Consultez l'actualité en vidéo

Un message « clair »

Déjà déployée dans plusieurs autres villes françaises, cette campagne de communication a été lancée dans les transports rouennais *« pour contrer une tendance que l'on voit poindre quant à la hausse des incivilités et du manque de respect envers les personnels Astuce »*, explique son directeur, Guillaume Aribaud. Un ton irrévérencieux *« fait pour interpeller usagers et automobilistes et que chacun comprend très bien »*, poursuit-il. *Car le message est clair : nos agents exercent une mission de service public et ne doivent pas être la cible de menaces et d'insultes. »*

Dans un rapport présenté fin 2025, la Société du métro de l'agglomération rouennaise (Sometrar) faisait état de 689 incidents signalés sur le réseau Astuce pour l'année 2024, dont 112 agressions verbales et 120 agressions physiques ayant donné lieu à des mains courantes, en légère hausse par rapport à 2023. *« Ces chiffres restent néanmoins globalement bons »*, nuance Guillaume Aribaud, qui préfère *« prévenir plutôt que guérir »* avant que la situation ne se dégrade davantage.

Les chauffeurs « en première ligne »

Dans la majorité des cas d'agression ayant fait l'objet d'un dépôt de plainte, les chauffeurs en étaient les victimes. *« Car ce sont eux qui sont en première ligne face aux usagers »*, pointe David Fossati, délégué CGT du personnel. *Il y a toujours eu des incivilités dans les transports, mais elles sont en augmentation. »*

En cause notamment, selon lui, la *« vétusté du parc de bus du réseau Astuce »* qui tend les relations avec les passagers. *« Quand vous avez 86 bus très usagés dans votre flotte, il y a forcément des bus qui ne sortent pas du dépôt et qui ne passent pas aux arrêts, malgré les opérations de maintenance au quotidien,* juge-t-il. *Certains voyageurs arrivent en retard au travail et sont mécontents. Et les chauffeurs sont les premiers à trinquer… »*

Lire aussi

paris-normandie.fr

Rouen : la CGT annonce un mois de grève reconductible pour forcer des négociations salariales

Paris Normandie

4–6 minutes

Le syndicat CGT des territoriaux de Rouen annonce avoir déposé un préavis de grève reconductible d'un mois à partir du 1er mai 2026. En cause : la pénibilité, les salaires, la crise des carburants. Explications.

Par la rédaction

Publié: 23 Avril 2026 à 18h10 Temps de lecture: 1 min

Remontés, les CGT territoriaux de la ville de Rouen qui viennent d'annoncer un mois de grève reconductible à partir du 1er mai 2026.

Consultez l'actualité en vidéo

« Notre première revendication, c'est la pénibilité des métiers au sein de la direction de l'économie locale et événementielle » (la DELE), explique le responsable CGT des territoriaux de la ville de Rouen Guillaume Larose. *« Un expert de Bois-Guillaume a reconnu la pénibilité de ces métiers, notamment avec le port de charges lourdes. Avant les élections, on nous a dit d'attendre. Les élections sont passées »*, constate le responsable syndical qui espère l'application d'un taux de 30 %.

Mais, d'attendre, la CGT n'en peut plus et c'est pour cette raison qu'un préavis de grève a été déposé. *« Le 7 avril, 200 agents ont été réunis et ils étaient très majoritairement en faveur des blocages. Du 1er mai au 22 mai, date d'une rencontre avec les élus, chacun participera au mouvement comme il le souhaitera mais s'il faut durcir, on le fera »*, prévient Guillaume Larose.

Carburants : la CGT réclame une prime de 200€

Outre la pénibilité de certains métiers, la CGT revendique une hausse des salaires des policiers municipaux, l'octroi – *« parce que c'est le même employeur »*- d'une journée férié pour célébrer l'Aïd *« comme à la Métropole »*, le relèvement *« de la garantie de maintien de salaire »* en cas de long arrêt notamment.

Davantage dans l'air du temps, la CGT réclame aussi une prime de 200€ par mois pour les agents en incapacité de télétravailler afin de compenser la hausse des carburants et, dans le même esprit, l'augmentation des jours de télétravail quand c'est possible qui passeraient de 2 à 3 ou 4 jours. Pour les agents empruntant les transports en commun, la CGT réclame un passage à la semaine des quatre jours.

« On a déjà les premières réponses à ces revendications et c'est non. On va attendre la réunion du 22 mai pour décider de la marche à suivre mais, dans l'intervalle, il y a notamment l'organisation des fêtes Jeanne d'Arc. Le dialogue social ne peut être un monologue, il faut des compromis », prévient Guillaume Larose.

Lire aussi

« Va te faire… » : à Rouen, Astuce part en campagne contre la hausse des incivilités envers ses chauffeurs

paris-normandie.fr

« Dérangeant » et « absurde » : le regard des «Childfree» normands sur le réarmement démographique

Véronique Baud

5–6 minutes

Ces jeunes Normandes et Normands revendiquent le fait de ne pas vouloir d'enfant. Alors l'idée d'un réarmement démographique les dérange d'autant plus.

Le réarmement démographique a été lancé par le président Macron pour trouver des moyens d'endiguer la chute de la natalité. - photo d'illustration Paris Normandie

Par Véronique Baud

Publié: 20 Avril 2026 à 19h04 Temps de lecture: 1 min

Pour enrayer la baisse de la natalité en France, Emmanuel Macron a lancé un plan de « réarmement démographique » en 2024. Une (nouvelle) rhétorique guerrière qui cible les naissances en berne pour différentes raisons. Cet été, une des mesures va consister à envoyer une lettre d'information aux jeunes de 29 ans pour faire le point sur leur fécondité. Trop directif et trop restrictif ?

Consultez l'actualité en vidéo

Les femmes qui ont choisi de ne pas faire d'enfant, comme Louise, 33 ans, commerciale au Havre, en sont persuadées. « *Je suis contente d'être trop vieille pour recevoir ce courrier ! Rien que ce terme de réarmement démographique est tellement dérangeant et absurde… C'est la société dans son ensemble qu'il faut reconsidérer pour donner envie d'avoir des enfants : le budget et le niveau de vie en déclin, l'environnement à prioriser, l'éducation à l'école… Et venant d'un président qui lui-même n'a pas d'enfants, je trouve ça assez gonflé* ! »

« On ne fait pas des enfants comme on produit des balles »

Pour Perrine, 41 ans, de Rouen, « *c'est un langage guerrier qui ne repose que sur la fertilité. C'est une politique nataliste détestable qui veut s'imposer et repose sur l'horloge biologique. On ne peut pas réduire cette question ainsi puisque la baisse de la natalité peut avoir des causes économiques, environnementales, être juste un choix.* »

Quant à Sarah, 36 ans, de Sotteville-lès-Rouen, elle n'en pense pas moins. « *Les problèmes démographiques sont liés aux conditions économiques. Le souci de la fertilité est une vraie question liée à la pollution. Mais on peut évoquer aussi les boulots instables, le manque de crèches, la crise du logement »,* énumère-t-elle, opposée à cette *« injonction et pression sociétale.* »

Joseph, Caennais de 29 ans, est susceptible de recevoir la lettre et s'insurge. « *On ne fait pas des enfants comme on produit des balles. Il n'y a pas que la natalité pour renouveler la population, il y a aussi l'immigration. Pour quelle raison faudrait-il accepter cette injonction alors qu'on se bat pour les ressources sur terre ?* »

NEWSLETTER GRAND ANGLE

Recevez gratuitement vos articles Grand angle dans votre boite mail en cliquant ici

Lire aussi

paris-normandie.fr

Handicap : à Rouen, y a-t-il un problème d'accessibilité dans les transports ?

Mélanie Bourdon

6–7 minutes

Alexandra Saint-Pierre, pongiste paralympique, pointe du doigt le manque d'accessibilité dans les transports en commun rouennais et compte bien faire bouger les choses.

Alexandra Saint-Pierre est combative et compte bien se servir de sa notoriété pour porter la voix de toutes les personnes empêchées par le manque d'accessibilité. - Paris Normandie

Par Mélanie Bourdon

Publié: 23 Avril 2026 à 13h19 Temps de lecture: 3 min

Sur les terrains de sport comme dans la vie, Alexandra Saint-Pierre sait se montrer combative. La jeune pongiste de 27 ans, qui, entre autres, a participé aux jeux paralympiques 2024 à Paris, monte au créneau contre le manque d'accessibilité des transports en commun rouennais.

Consultez l'actualité en vidéo

Garé trop loin du quai

Dimanche 29 mars 2026, la jeune femme emprunte le Teor pour retourner au centre de rééducation. Problème : à l'arrivée de la rame, le chauffeur se gare trop loin du quai pour déployer la rampe et refuse de tenter une manœuvre. *« Il m'a laissé sur le bas-côté, dans le froid. j'ai dû attendre le suivant vingt minutes. »*

Une situation qui est loin d'être anecdotique : *« Je suis arrivée sur Rouen en 2018 et je prends régulièrement les transports en commun. Ce n'est pas la première fois que ça arrive. J'ai déjà fait remonter au réseau Astuce, mais il ne se passe rien alors cette fois-ci, j'étais révoltée ».*

Alexandra Saint-Pierre prend le temps de bien tourner son message afin de porter la voix de toutes les personnes concernées par le manque d'accessibilité : *« Comment fait une femme âgée avec une canne ? Une personne aveugle dont le chien doit sauter pour rejoindre le bus, des parents avec une poussette dont la roue se coince entre le quai et le bus ? Et même les personnes valides qui se retrouvent à faire de grandes enjambées, au risque de glisser par temps de pluie ? »*

« C'est une sorte d'exclusion de ne pas rendre la ville accessible ! »

Alexandra Saint-Pierre, joueuse de tennis de table

Celle qui a décroché une médaille d'or aux championnats du monde en 2022 compte utiliser sa notoriété pour porter la voix de tous ceux qui restent *« sur le quai ». « Si on ne rend pas les transports accessibles, les personnes ne pourront plus sortir de chez elles et elles vont se renfermer. J'ai fait une grosse dépression après mon accident, alors ça me touche. C'est une sorte d'exclusion de ne pas rendre la ville accessible ! »*

Vague de témoignages

Le mardi 31 mars, Réseau Astuce a adressé ses excuses à la jeune femme. *« Depuis j'ai vu quelques changements. Les bus se collent aux quais. Mais je vais être attentive, il ne faut pas que ces efforts soient temporaires. Quand on rend la ville plus verte, en limitant les voitures, il faut songer aux personnes qui ne peuvent pas emprunter les pistes cyclables et qui ont besoin des transports en commun. Sinon, on va se rendre dans les centres commerciaux en périphérie et après on nous dira qu'on ne soutient pas les petits commerces. Mais rendez-les accessibles ! ».*

À l'issue de son post sur les réseaux, Alexandra Saint-Pierre a reçu une vague de témoignages. De quoi booster sa volonté de faire entendre la voix des personnes en situation de fragilité : *« c'est, de toute façon, ce que je veux faire lorsque ma carrière sportive s'achèvera ».* D'autres internautes ont signalé mi-avril avoir vécu la même expérience.

La ville de Rouen a invité Alexandra à participer à un panel d'observateur de la mobilité de cinquante personnes dont quinze en situation de fragilité. *« Mais il faut qu'il y ait des actions derrière. »*

Lire aussi

paris-normandie.fr

Sécurité routière : la démonstration choc des sapeurs-pompiers devant des élèves à Dieppe

Elisa Duval

4–5 minutes

Pour sensibiliser les apprenants à la sécurité routière, le CFA du bâtiment de Dieppe et les sapeurs-pompiers ont organisé une fausse opération de désincarcération d'un véhicule.

Par Elisa Duval

Publié: 23 Avril 2026 à 18h05 Temps de lecture: 1 min

Deux véhicules et une dizaine de sapeurs-pompiers étaient mobilisés ce jeudi 23 avril 2026 au CFA du bâtiment de Dieppe, à Martin-Église sur la zone d'activités Eurochannel. Mais pas de panique : il s'agissait d'une opération de sensibilisation à la sécurité routière. Sous l'œil des apprenants, les pompiers ont effectué une manœuvre de désincarcération sur un véhicule accidenté tandis que l'un d'entre eux jouait la victime.

L'un des apprenants du CFA jouait le rôle de la victime. - Paris Normandie

Une désincarcération étape par étape

Les pompiers expliquent le scénario : un accident, le conducteur a pris la fuite, la victime est coincée côté passager et souffre de douleurs dorsales. Ils procèdent donc à une manœuvre de désincarcération. Une équipe de sécurité routière s'occupe de la voiture, tandis que celle d'ambulance prend en charge la victime. À l'aide d'une cisaille, la porte arrière côté conducteur est retirée afin qu'un pompier se glisse dans l'habitacle et entre en contact avec la victime.

Les pompiers ont sectionné les portières du véhicule à l'aide d'une cisaille. - Paris Normandie

Les deux portes côté passager et le montant B du véhicule sont également découpés, la victime est extraite sur un brancard, attelle autour du cou. L'exercice s'arrête ici, après une heure d'intervention. En situation réelle, elle aurait subi un bilan médical dans l'ambulance avant d'être transportée à l'hôpital.

La voiture à la fin de l'exercice, ou plutôt ce qu'il en reste… - Paris Normandie

Alors que 13 personnes âgées de moins de 24 ans ont péri sur les routes de Seine-Maritime en 2025, selon le département, l'établissement souhaite prévenir les dangers auprès des apprenants, « *confrontés quotidiennement aux risques routiers, tant dans leur vie personnelle que professionnelle.* » Kyllan, apprenant de 17 ans, a trouvé l'exercice « *assez impressionnant. On n'a pas souvent l'occasion d'assister à une intervention comme ça. C'est impressionnant de voir la mobilisation qu'il faut pour sortir une personne d'un véhicule* ».

Journée portes ouvertes au CFA le 13 juin prochain

Lire aussi

Près de Dieppe, Tous en Saâne lance son bar associatif pour faire émerger idées et projets citoyens

paris-normandie.fr

Des pompiers mobilisés pour un feu de bateau : une pilotine de lamanage du port du Havre touchée

Suzelle Gaube

~4 minutes

Une vingtaine de pompiers sont intervenus pour un feu de bateau bassin de la Manche au Havre, jeudi 23 avril 2026, dans la matinée.

Le bateau était dans le bassin de la Manche au Havre, jeudi 23 avril 2026. - Photo Haropa/Patrick Boulen

Par Suzelle Gaube

Publié: 23 Avril 2026 à 14h28 Temps de lecture: 1 min
Coup du sort… Pour une seconde fois en l'espace de quelques jours, un bateau a été victime d'un incendie dans le port du Havre. Vendredi 17 avril 2026, deux bateaux, dont une ancienne pilotine de Rouen, ont pris feu bassin Notre-Dame au Havre. Cette fois, c'est dans le bassin de la Manche, chaussée Amiral Durand-Viel, jeudi 23 avril 2026, peu avant 11h.

Consultez l'actualité en vidéo

Selon les pompiers, il s'agit au début de l'intervention d'un « *feu dans la*

salle des machines d'une pilotine de lamanage du port du Havre, d'une longueur de 17 mètres ». L'extinction a commencé *« par percussion d'une cartouche de CO2. À l'arrivée des secours il n'y avait pas de fumée extérieure »*, poursuit le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (Codis) de Seine-Maritime.

« Pas d'incendie mis en évidence »

Vingt-huit pompiers ont été mobilisés, avec dix engins. Deux binômes de pompiers ont été acheminés par voie nautique. Sécurité des intervenants assurée par équipage spécialisé en sauvetage aquatique À la fin de l'intervention, vers 13h30, le Codis précise : *« La reconnaissance de la salle des machines n'a pas mis en évidence d'incendie, celle-ci a été ventilée. Le pilote de l'embarcation a été vu par un infirmier sapeur-pompiers. Son état ne nécessite pas d'hospitalisation. »*

Lire aussi

Accident du travail près de Bolbec : l'employeur condamné après la chute d'un ouvrier de 3,5 mètres

La Normandie, spot idéal pour observer la future éclipse, mais avec des lunettes adaptées : nos conseils

Au Havre, il transforme son handicap en moteur de solidarité dans le quartier de l'Eure

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

Près du Havre, ce village succombe au Pilates reformer, la discipline sportive du moment

lecourriercauchois.fr

Fécamp. Fuite de données ANTS : des millions de Français exposés, la députée dénonce une “série noire”

Charles Turcant

~2 minutes

La députée cauchoise Marie-Agnès Poussier-Winsback est sensible au sujet des données d'identité numériques. A quatre reprises depuis juin 2025, cela fut le thème de l'une de ses questions orales posées au gouvernement. Ce sera de nouveau le cas, mardi 28 avril, après que l'ANTS (Agence nationale des titres sécurisés) a détecté une intrusion exposant les données personnelles de millions de Français, le 15 avril : *"Les données d'identité ne sont pas suffisamment protégées. Quand elles fuient, les victimes se retrouvent seules face à un système administratif cloisonné. Il faut une réponse systémique"*, avec *"de vraies protections pour les victimes, comme un mécanisme de suspension des procédures de recouvrement à l'encontre des victimes avérées, le temps de la procédure".*

Données personnelles : la députée Marie-Agnès Poussier-Winsback alerte sur une “série noire” de fuites

Pour Marie-Agnès Poussier-Winsback, il s'agit d'une *"série noire"* de fuites de données numériques qui ne peut plus être ignorée. Depuis le début d'année civile 2026, des problèmes similaires ont déjà touché le fichier national des comptes bancaires (FICOBA ; 1,2 million de comptes bancaires concernés, en janvier), Cegedim santé (logiciel médical comptant les données administratives de 15 millions de patients français, en février) et EduConnect (3,5 millions d'élèves, en avril).

lecourriercauchois.fr

Politique. Election : les théories et les réalités

Nicolas Paynel

~2 minutes

Philippe prudent

Se tenir éloigné de *"l'espèce de foire permanente aux commentaires et aux positionnements des candidats putatifs"* : c'est la méthode prudente d'Edouard Philippe (photo). Le maire du Havre et ancien Premier ministre veut n'avancer que par étapes. Et ne pas fourvoyer sa future campagne présidentielle dans le tapage des chaînes en continu. Le secrétaire général d'Horizons, Pierre-Yves Bournazel, explique aux journalistes cette stratégie électorale précautionneuse : *"La présidentielle est une course de fond. Il faut avoir du souffle et savoir le ménager."*

La primaire fantôme

Projet abandonné ? On ne parle plus guère du *"processus unitaire à gauche"* invoqué en 2025 notamment par Olivier Faure (PS) et Marine Tondelier (Ecologistes) sous le patronage de l'énigmatique Lucie Castets. La mise sur pied d'une primaire prenant plus d'un an, le temps risque de manquer.

Les conditions nécessaires

Selon François Hollande, réussir une primaire demande *"une très grande organisation, un appareil militant conséquent, un soutien élevé des élus et un socle programmatique"*. La gauche réformiste dispose-t-elle aujourd'hui de ces quatre atouts ?

france3-regions.franceinfo.fr

Des distributeurs de billets chers aux habitants : près de Rouen, ce maire installe un DAB dans sa commune

Myriam Libert

4–5 minutes

L'accès à un distributeur de billets est un véritable enjeu pour les petites communes, alors que 80 % d'entre elles n'en disposent pas sur leur territoire. À Amfreville-la-Mivoie près de Rouen, le maire a décidé de prendre le sujet à bras-le-corps en finançant lui-même l'installation d'un distributeur.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

C'est un geste anodin pour la plupart d'entre nous : retirer de l'argent dans un distributeur. Ils essaiment partout dans nos villes, aux couleurs des banques, et nous rassurent. Si les paiements par carte bleue se sont généralisés, on a toujours besoin d'un fond d'argent liquide pour acheter son pain ou faire quelques emplettes.

Mais la quête d'un distributeur peut s'avérer plus ardue lorsqu'on s'éloigne d'un centre urbain.

Pas un distributeur sur la route qui longe la Seine, entre la place Saint-Marc à Rouen, et Tourville-la-Rivière à 15 kilomètres de la capitale normande.

Voir le reportage de B. Dunglas et P. Cornily :

durée de la vidéo : 00h01mn45s

Le lycée international de Bourg-Achard, dans l'Eure, ouvrira ses portes à la rentrée 2027 • ©France Télévisions

"*Il faut aller à Franqueville, ou à Rouen pour en trouver un ! Mais c'est vrai que ce n'est pas évident*", rapporte une femme rencontrée dans un bar tabac de Tourville.

"*C'est vrai qu'ici il y a beaucoup de personnes âgées, je ne sais pas comment ils font d'ailleurs, ils conduisent encore ? C'est compliqué d'aller là-haut si on n'a pas un moyen de transport*", poursuit un monsieur.

À 8 kilomètres de là, à Amfreville-la-Mi-Voie, un distributeur de billets a été installé au centre de la commune.

Face aux refus des banques d'investir, le maire a porté seul le projet. La charge financière est importante pour cette commune de 3 400 habitants : 40 000 euros pour l'installation du distributeur, auquel s'ajoutent les frais de fonctionnement.

> Puisqu'aucune banque n'a voulu venir s'installer, il a fallu passer par une société de transport de fonds, qui facture son personnel et ses déplacements. Pour faire simple, plus il y aura de retrait d'argent, moins ça coûtera d'argent à la commune. On a retenu une enveloppe d'à peu près 10 000 euros par an.
>
> *Hugo Langlois, maire (SE) d'Amfreville-la-Mi-Voie (Seine-Maritime)*

Le distributeur sera mis en service dans une quinzaine de jours, pour le contentement des Amfrevillais. "*Il est bien situé, il est en plein centre, donc on est très très contents*", se réjouit cette mère de famille croisée à la boulangerie de la commune.

Pour maintenir ce service, la sénatrice normande Céline Brulin souhaite défendre une proposition de loi pour obliger les banques à installer des distributeurs dans les communes de plus de 1 000 habitants.

À Amfreville, le maire s'est donné trois ans pour vérifier le coût réel de l'automate. Il faudra entre 20 et 30 retraits par jour pour limiter les frais annuels à 10 000 euros.

Avec Bérangère Dunglas.

actu.fr

Près de Dieppe, la base de la Varenne restera-t-elle dans le domaine public ?

Maria da Silva

3–4 minutes

La base de la Varenne, près de Dieppe, restera-t-elle dans le domaine public ? C'est en tout cas le nouvel espoir. Le syndicat gestionnaire vient en effet de changer de présidence.

Sur le même thème

Base de la Varenne
Tourisme

Article réservé aux abonnés

L'avenir de la base de la Varenne, près de Dieppe (Seine-Maritime) est pour l'heure toujours en suspens. ©Archives

Par Maria da Silva Publié le 23 avr. 2026 à 18h10

Composé de 11 communes, le syndicat qui gère la base de loisirs de la Varenne vient d'élire un nouveau président à sa tête.
Il s'agit du maire de Martigny, **Antoine Brument,** seul candidat en lice. Son premier adjoint **Philippe Brousse** a par ailleurs été élu vice-président, tout comme **Franck Pesquet**, élu de Saint-Nicolas-d'Aliermont.
Trois nominations qui redonnent beaucoup d'espoir à l'association

Ecoloisirs de la Varenne qui s'oppose à la vente de ce site à un investisseur privé.

Un compromis de vente signé

Pour rappel, sous la présidence de **Chantal Cottereau**, maire du Bois-Robert, le syndicat très endetté avait décidé de vendre le site à un promoteur pour un faire un site touristique.

Un compromis de vente a d'ailleurs été signé, compromis qui a fait l'objet d'un recours administratif à l'initiative du maire de Martigny et d'Ecoloisirs de la Varenne.

L'association souhaite en effet que le site reste dans le domaine public et qu'il conserve sa vocation d'accueil des visiteurs avec « l'aménagement d'un espace de loisirs doux, de repos et de relaxation pour le bien-être des habitants et l'attrait touristique ».

Voter le budget avant le 30 avril

Pour le nouveau président qui faisait partie des maires opposés à cette vente, la priorité désormais est de faire un **état des lieux** du site qui, laissé à l'abandon, s'est grandement dégradé au fil des années.

« Il s'agit de récupérer divers documents pour faire cet état des lieux et d'avoir davantage d'informations sur le candidat au rachat de la base », confie Antoine Brument.

K2, la société qui devait acquérir le site, a en effet été placée en **liquidation judiciaire** et c'est l'un des associés de cette société qui a signé le compromis de vente.

« Est-il toujours en capacité de racheter à la base, rien n'est moins sûr », souligne Antoine Brument qui va rapidement réunir le nouveau bureau. Il s'agira également pour le syndicat de voter son budget avant le 30 avril.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

Des camions traversent le pont Colbert à Dieppe pour tester sa solidité avant sa réouverture

Franck Weber

~2 minutes

Comme annoncé par Ports de Normandie dans un récent communiqué, la phase dynamique des essais du pont Colbert de Dieppe consistant à faire passer des camions lourdement chargés sur le tablier. Les camions sont passés à plusieurs reprises à petite vitesse sur le pont sans difficulté apparente, jeudi 23 avril vers 10 heures.

Toutes les mesures de contrôle sont prises au moment du passage et selon les premiers éléments recueillis sur place, le calage aurait bougé d'un millimètre. Tous les paramètres sont importants et permettront ou non d'effectuer des corrections. *«A priori, il n'a bougé que d'un millimètre»*, souffle l'un des chauffeurs.

Le calage entre la route et le tablier du pont

Rappelons que le pont est fermé à la circulation depuis la fin du mois de janvier 2024 et qu'il devait ouvrir après 15 mois de travaux. De nombreux incidents techniques et des mauvaises surprises sont intervenus retardant de quasiment un an sa réouverture. Les essais dynamiques faisaient partie des différentes opérations afin d'assurer le bon fonctionnement du pont et le calage parfait entre la route et le tablier de l'ouvrage d'art. Riverains et commerçants peuvent entretenir l'espoir d'une ouverture rapide.

paris-normandie.fr

« 2 % de notre activité » : à Yvetot, la clinique Héméra autorisée à poursuivre la chirurgie esthétique

Brice Recotillon

6–7 minutes

Comme il est de rigueur au sein des établissements de santé, un renouvellement d'autorisation est à formuler auprès des autorités sanitaires tous les cinq ans. La clinique Héméra d'Yvetot va donc poursuivre les opérations en son sein.

Le directeur de la clinique Héméra, Emmanuel Waechter, dresse un bilan de l'activité en chirurgie esthétique. - Photo Paris Normandie

Par Brice Recotillon

Publié: 23 Avril 2026 à 15h45 Modifié: 23 Avril 2026 à 15h52 Temps de lecture: 2 min

Si le pays de Caux est concerné par la problématique du désert médical, le centre-ville d'Yvetot semble être épargné. On retrouve dans un rayon très proche, le long de l'avenue Maréchal Foch, une clinique privée, un hôpital, et une maison médicale. *« On travaille la main dans la main*, confie Emmanuel Waechter, le directeur de la clinique Héméra depuis 34 ans. *Certains de nos patients sont transférés à l'hôpital en post-*

ambulatoire. Et une grande partie de nos chirurgiens effectuent leurs consultations dans la Maison Médicale. »

Consultez l'actualité en vidéo

Autorisation renouvelée

Comme le requiert le code de la santé publique, tous les cinq ans, la clinique privée spécialisée dans le 100 % ambulatoire (elle ne fait pas d'hospitalisation) vient d'obtenir le renouvellement de son autorisation d'exercer certaines activités à l'issue de l'examen d'un dossier. Ces autorisations concernent notamment la chirurgie ambulatoire, pédiatrique et esthétique. Cette dernière spécialité est d'ailleurs pratiquée au sein de la clinique Héméra depuis la fin des années 1990 sans discontinuité.

> Il y a toujours eu de la demande en ce qui concerne les prothèses ou réductions mammaires, la liposuccion, et le lifting.
>
> **Emmanuel Waechter**, Directeur de la clinique Héméra

« Il y a toujours eu de la demande en ce qui concerne les prothèses ou réductions mammaires, la liposuccion, et le lifting, concède Emmanuel Waechter. *La chirurgie esthétique représente à peu près 2 % de notre activité. Mais on a une grosse activité. On fait à peu près 8000 interventions chirurgicales par an. »*

Patientèle de tous horizons

Quelque 160 opérations esthétiques sont réalisées chaque année au sein de l'établissement. Bien que la patientèle soit principalement originaire du pays de Caux, des habitants du Havre, Rouen, Vernon ou Caen n'hésitent pas à prendre contact avec la clinique yvetotaise, où le docteur Louay El Ayoubi est le seul praticien à effectuer ce type d'opération. *« On draine de très loin*, se réjouit le directeur. *93 % de notre patientèle réside dans un rayon de 40 km, ce qui montre que l'offre de soins est bonne à Yvetot. »*

En complément des prestations fournies par le docteur El Ayoubi, *« on a également une médecin esthétique dans la maison médicale (NDLR : Sidonie Leconte). Cela peut aller de la chirurgie esthétique au simple grain de beauté. Surtout qu'on a du mal à trouver des dermatologues sur Yvetot »*, poursuit Emmanuel Waechter. Une consultation remboursée par la sécurité sociale, qui est également pratiquée à la clinique Héméra par le docteur Louay El Ayoubi.

Renfort d'une nouvelle praticienne

Prochainement, l'établissement yvetotais pourra s'appuyer sur les compétences d'une nouvelle praticienne. *« On est en cours de recrutement d'une chirurgienne esthétique qui devrait arriver début 2027*,

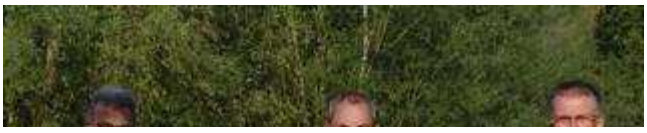
informe le directeur. *En plus de la chirurgie esthétique, elle pratique la chirurgie réparatoire pour un patient qui aurait eu un cancer. Dans la santé, c'est l'offre qui fait la demande. Plus on aura de chirurgiens, et plus les gens viendront nous voir.* »

À noter néanmoins que l'ensemble des chirurgiens exerce sous statut libéral et loue à la journée un cabinet au sein de la clinique.

Lire aussi

À Veules-les-Roses, Le Rex célèbre le cinéma japonais en présence d'Akihiro Nishida

Patrimoine : l'église Saint-Pierre d'Yvetot fête ses 70 ans, participez aux festivités !



paris-normandie.fr

Au Grand-Quevilly, la Ville lance une enquête sur la santé de ses habitants

Paris Normandie

2–3 minutes

La ville du Grand-Quevilly propose à ses habitants de répondre à un questionnaire en ligne sur leur santé.

Les réponses seront analysées par le service de prévention santé de la Ville. - Archives VDNPQR

Par la rédaction

Publié: 23 Avril 2026 à 08h39 Temps de lecture: 1 min

Alors que les enjeux de santé sont *« primordiaux »*, la ville du Grand-Quevilly propose à ses habitants de répondre à un questionnaire en ligne sur leur santé. « Anonyme et ouverte à tous », cette enquête doit permettre *« d'amorcer une réflexion collective autour des actions à mener pour améliorer l'offre de santé, réduire les inégalités d'accès aux soins, connaître les préoccupations et pratiques des Quevillais en matière de santé »*, explique la municipalité.

Consultez l'actualité en vidéo

Réponses anonymes

Les réponses seront analysées par le service de prévention santé de la Ville. Les conclusions qui en seront tirées permettront d'adapter l'action publique et les services proposés sur le territoire communal.

Le questionnaire est disponible en ligne à l'adresse https://jeparticipe.grandquevilly.fr/project/votre-sante-sur-le-territoire-grand-quevillais-1/questionnaire/questionnaire.

Lire aussi

« Va te faire… » : à Rouen, Astuce part en campagne contre la hausse des incivilités envers ses chauffeurs

À Elbeuf, le magasin de modélisme en activité depuis plus de quarante

actu.fr

Pour maintenir une bonne qualité d'enseignement à l'école, des bénévoles recherchés en Seine-Maritime

Rédaction Dieppe

~3 minutes

Les délégués départementaux de l'Éducation nationale se sont retrouvés à Offranville (Seine-Maritime) le 11 avril 2026 pour leur assemblée générale. Des volontaires sont requis.

Sur le même thème

- Ecoles
- Education

La réunion a rassemblé les responsables des secteurs de Seine-Maritime. ©Les Informations dieppoises

Par Rédaction Dieppe Publié le 23 avr. 2026 à 11h08

L'assemblée générale des DDEN, les délégués départementaux de l'**Éducation nationale** de Seine-Maritime, s'est tenue à Offranville (Seine-Maritime) le samedi 11 avril 2026 sous la présidence de Philippe Bénard.

La réunion organisée salle Sainte-Cécile a rassemblé une trentaine de personnes, dont la maire Clarisse Laboulle ainsi que Patrick Lefèvre, président du secteur d'Offranville.

Une nomination pour quatre ans

Cette rencontre annuelle a permis de dresser le bilan des actions engagées dans les écoles et d'échanger sur les problématiques rencontrées.

Les délégués de l'Éducation nationale veillent au maintien des b**onnes conditions d'apprentissage et de vie à l'école**.

Au sein de chaque secteur, les équipes visitent les écoles, participent aux conseils d'écoles et jouent parfois un rôle de médiation entre l'équipe enseignante, les parents et les municipalités.

Vidéos : en ce moment sur Actu

L'union 76 des DDEN organise chaque année deux concours : le concours Samuel-Paty qui met en lumière le travail des enseignants et des écoliers sur la citoyenneté et le concours des écoles fleuries.

Lors de cette assemblée générale a été question également de lancer un appel à des volontaires désireux de s'engager pour l'école. Toute personne peut devenir DDEN en faisant candidature auprès de l'union départementale des DDEN ou de la délégation de secteur.

La nomination est prononcée par la direction académique des services de l'Éducation nationale pour une durée de quatre ans.

La fonction est entièrement bénévole. Renseignements au 06 80 89 58 44.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

Bus ou Service express régional métropolitain : en transports, comment aller plus vite d'Elbeuf à Rouen ?

Aurélien Delavaud

6–7 minutes

Comment aller plus vite, en transports, d'Elbeuf à Rouen ? C'est un frein pour de nombreux usagers potentiels de transports en commun. La Métropole travaille sur plusieurs pistes.

Sur le même thème

- Train
- Transport

Article réservé aux abonnés

Pour Djoudé Merabet, il est difficile d'aller plus vite en bus d'Elbeuf à Rouen, mais d'autres solutions sont envisagées. ©Illustration / Le Journal d'Elbeuf

Par Aurélien Delavaud Publié le 23 avr. 2026 à 23h06

Désenclaver l'agglomération d'Elbeuf (Seine-Maritime). C'est un sujet de préoccupation depuis des années, à des niveaux bien différents, pour ceux qui réclament de meilleures liaisons en **transports en commun** avec Rouen : des étudiants, des travailleurs ou encore plus récemment la Chambre de commerce et d'industrie (CCI). Des efforts ont déjà été faits

par la Métropole, qui gère cette compétence des transports, notamment avec la création de la ligne de bus F9, qui a remplacé une 32 qui ne répondait plus aux enjeux d'aujourd'hui. Mais pour beaucoup, ce n'est pas encore assez. Voici les **solutions** sur lesquelles planche la collectivité en ce début de mandat.

Des horaires élargis pour la F9 ?

En tant que maire d'Elbeuf, **Djoudé Merabet** suit de près ce dossier des transports en commun. Mais il en est aussi en quelque sorte responsable, en tant que premier vice-président de la Métropole chargé du pôle de proximité Val de Seine.

Pour lui, c'est sûr, du côté des **bus**, il y a du mieux dans la fréquence de passage. Mais comment faire pour **aller plus vite** entre Elbeuf et Rouen, ce que réclament de nombreux usagers ?

> Pour aller plus vite en ligne directe, on a un problème foncier et topographique. Elbeuf est dans une cuvette, il faut monter sur Les Essarts, il y a la zone forestière et après on arrive jusqu'au Zénith… À ce stade, je ne suis pas sûr qu'on y arrive.

L'élu estime que d'autres points peuvent être améliorés, comme « le confort des bus » et surtout **l'amplitude horaire** de la ligne F9 : « Là où je suis convaincu qu'on peut essayer de faire mieux, c'est sur les horaires de ces bus. Peut-être qu'il faut **démarrer plus tôt** le matin et **finir plus tard** le soir, pour ceux qui veulent aller sur Rouen et inversement… Je n'arrête pas de le dire, le renforcement des transports ce n'est pas que pour que les Elbeuviens aillent ailleurs, c'est aussi pour que ceux d'ailleurs viennent sur le territoire elbeuvien. »

Pour le moment, aucune grande annonce n'est prévue de ce côté, mais Djoudé Merabet assure que ces sujets « sont sur la table des discussions avec Cyrille Moreau », le vice-président en charge des mobilités à la Métropole.

Où en est le projet de train Elbeuf-Rouen ?

En ce début de mandat, pour le premier vice-président de la Métropole, l'enjeu principal est ailleurs, en matière de transports. « Le président Nicolas Mayer-Rossignol a demandé l'union sacrée des élus autour de la Ligne nouvelle Paris-Normandie. C'est le même enjeu pour le **Service express régional métropolitain (Serm)**. J'aimerais qu'il y ait une union sacrée des maires du territoire elbeuvien sur la ligne qui pourrait arriver à Elbeuf ville. »

Ce projet, véritable serpent de mer dont il est question depuis des années, c'est celui de redonner vie à l'**ancienne gare** située sur les hauteurs d'Elbeuf, proche de l'IUT et du collège Mandela.

S'il aboutit, il permettrait des **liaisons beaucoup plus rapides** entre le centre d'Elbeuf et celui de Rouen, par les rails, en passant par Grand-Couronne. Des études ont déjà été réalisées pour tester sa faisabilité et, aujourd'hui, c'est la question du **financement** qui domine.

L'ancienne gare d'Elbeuf ville est au cœur du projet de création d'une ligne du Service express régional métropolitain (Serm) vers Rouen. ©Aurélien Delavaud

« Ce projet, il existe, et c'est déjà une première victoire, salue Djoudé Merabet. Il n'a pas été retiré pour des questions économiques d'entrée, en disant que c'est trop coûteux. Maintenant, qui paye ? L'État, la Région, la SNCF ? C'est à ce niveau-là que ça se joue, avec la Métropole aussi. Il faut que chacun prenne ses responsabilités, dans les fonctions qu'il occupe, pour dire qu'il y a besoin de cette ligne. »

Un avenir possible pour l'ancienne gare ?

Avant de revoir des trains sur la ligne Elbeuf-Rouen, il reste bien des problèmes à régler. Comme celui de l'état de la gare d'Elbeuf ville, pour commencer. Aujourd'hui, le bâtiment est aussi barricadé que possible avec de grandes plaques sur les ouvertures, pour essayer de limiter les intrusions. Mais une rénovation et une remise aux normes d'aujourd'hui seront certainement longues et coûteuses pour la **SNCF**, qui reste propriétaire des murs.

Ensuite, vient la question du niveau de service proposé aux voyageurs, et donc du personnel employé dans la gare. Pour Djoudé Merabet, sur ce point, il y a des synergies possibles entre la SNCF et la Métropole.

> On a une boutique Astuce en cœur de ville, où on parle vélo et bus, pourquoi on ne parlerait pas train en mutualisant et en vendant des billets de train ? C'est quelque chose que l'on peut imaginer.

Pour le moment, il est impossible de dire, si ce projet de **SERM** aboutit, à quel horizon la **ligne Elbeuf-Rouen** pourrait être mise en service.

Interrogé sur les objectifs à remplir pour le faire avancer au cours du mandat qui débute, le premier vice-président de la Métropole Rouen Normandie préfère rester prudent et ne pas se projeter… tout en confirmant son importance. « Cette offre, on en a besoin », martèle-t-il.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

france3-regions.franceinfo.fr

La flèche de la cathédrale de Rouen se dévoile : sa restauration enfin terminée ?

Medhi Weber

~4 minutes

La bâche qui recouvrait la flèche de la Cathédrale de Rouen il y a encore quelques jours a été enlevée. Les curieux ont donc pu apercevoir à nouveau l'ouvrage dissimulée depuis des années derrière ce voile opaque. Une bonne manière d'en admirer la restauration partiellement terminée et cette teinte bleu-vert originelle retrouvée.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

Les Rouennais avaient pris l'habitude de cette étendue blanche de plus de 20 mètres au sommet de la cathédrale. Mais en levant les yeux au ciel ces derniers jours, les passants ont eu la bonne surprise de voir que cette grande bâche entourant la flèche avait été démontée.

Et pour cause ! Les travaux sur les parties basses et intermédiaires de la flèche, jusque là recouvertes par cette protection, sont enfin terminées après 10 ans de restauration.

Depuis la côte Sainte-Catherine, le monument est encore plus beau à admirer. • © Olivier Flavier

Selon la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Normandie, qui encadre le projet de rénovation, ces interventions portaient notamment sur "*les éléments en fonte, la structure en acier Corten, les liaisons d'assemblage et les protections de surface*".

Ces travaux ont déjà permis de stabiliser structurellement l'ouvrage. Cette dépose de la bâche signe la fin de la "phase 5" et le début de la "phase 6", l'avant-dernière de tout ce plan de restauration de la flèche.

Une bâche qui rappelait aussi quelques mauvais souvenirs aux Rouennais après l'incendie qui s'était déclaré au sommet de l'édifice le 11

juillet 2014.

durée de la vidéo : 00h02mn13s

{} • ©France télévisions

La prochaine étape "*concerne la poursuite de la restauration dans les parties hautes de la flèche, en direction du lanternon et des éléments sommitaux (dont le coq)*", nous explique la DRAC de Normandie. La prolongation des travaux continue sur sa logique ascendante le long de l'ouvrage.

Profitez donc de ce spectacle de la flèche quasiment à nue, car de nouveaux échafaudages et une nouvelle bâches seront installés cet été, avant la reprise des travaux de cette phase 6.

A noter par ailleurs que la cathédrale Notre-Dame de l'Assomption de Rouen, propriété de l'État, bénéficie d'une restauration financée à 100 % par l'État sur les dotations de crédits du programme 175 "Patrimoines" dédié à la préservation, à l'enrichissement et à la mise en valeur du patrimoine muséal, monumental, archéologique, archivistique et architectural.

tendanceouest.com

Tourisme. Deux villes normandes dans le top 3 des petites destinations les plus recherchées : voici lesquelles

Mathilde Rabaud

3–4 minutes

La Normandie confirme son pouvoir d'attraction. Selon le classement annuel dévoilé par Holidu, plateforme spécialisée dans la location de vacances et l'analyse de tendances touristiques, deux villes normandes figurent cette année parmi les **petites villes françaises les plus recherchées sur internet**.

En tête du palmarès, **Honfleur** conserve la première place pour la deuxième année consécutive. La cité portuaire du Calvados continue de séduire grâce à son Vieux Bassin, ses maisons étroites aux façades colorées, ses galeries d'art et son ambiance maritime prisée toute l'année.

- **A lire aussi.** Honfleur. Risque d'effondrement : pas de destruction des immeubles, la Ville lance des travaux de sécurisation

Juste derrière, **Deauville** grimpe d'un rang et s'empare de la deuxième place. Réputée pour ses planches, ses villas Belle Époque, son casino et ses plages, la station balnéaire attire toujours autant les voyageurs en quête d'un week-end chic à deux heures de Paris.

Les fameuses planches de Deauville. - Alix Cagnard

A la troisième place, **Fontainebleau** complète le podium.

Qu'est-ce que le classement Holidu ?

Chaque année, Holidu publie un palmarès basé sur les **volumes de recherches internet** concernant les communes françaises de moins de 20 000 habitants. L'objectif : identifier les destinations qui suscitent le plus d'intérêt chez les voyageurs.

Ce type de classement reste avant tout indicatif et promotionnel, mais il offre un aperçu intéressant des tendances tourisme du moment.

Pourquoi la Normandie attire autant en 2026 ?

La région bénéficie d'un mélange rare : mer, patrimoine, gastronomie et accessibilité. Depuis Paris, il faut environ deux heures pour rejoindre Deauville ou Honfleur, un argument décisif pour les escapades de dernière minute.

Les visiteurs recherchent aussi davantage de lieux à taille humaine, plus calmes et plus authentiques que les grandes villes touristiques saturées.

Dans le classement on retrouve aussi **Cabourg**, en 12e position, qui gagne cinq places au classement, **Granville**, 20e, qui gagne sept places, et **Bayeux**, 31e, qui perd quant à elle sept places. **Ouistreham** clôt le classement à la dernière place, 50e, après avoir perdu 10 places.

La longue plage de Cabourg, plébiscitée par les locaux et les Parisiens en week-end. - Stéphane MARIE

Honfleur et Deauville : deux styles, même succès

Si Honfleur séduit par son charme historique et artistique, Deauville mise sur son image élégante et balnéaire. Deux identités différentes, mais un même résultat : la Normandie domine encore ce classement 2026.

Le tourisme des petites villes en plein essor

Ce classement confirme une tendance de fond : les Français comme les visiteurs étrangers plébiscitent de plus en plus les communes de taille modeste. Hébergements de charme, centres historiques préservés, proximité avec la nature… les petites villes ont clairement la cote.

Et cette année encore, la Normandie en profite pleinement.

actu.fr

Près de Rouen. Décès d'un ancien élu après son passage aux urgences : l'hôpital condamné pour faute

Emilien Jacques

4–5 minutes

Le CHI Elbeuf - Louviers - Val-de-Reuil a été condamné pour faute dans sa prise en charge de Guy Auzoux, retrouvé mort à son domicile après s'être rendu aux urgences, en 2021.

Sur le même thème

- CHI Elbeuf-Louviers
- Justice
- Santé

Article réservé aux abonnés

Le CHI Elbeuf – Louviers – Val-de-Reuil a été condamné en février 2026 par le Tribunal Administratif de Rouen pour sa responsabilité engagée dans le décès de l'ancien élu Guy Auzoux. ©Archive/Le Journal d'Elbeuf

Par Emilien Jacques Publié le 23 avr. 2026 à 17h51

Dans l'après-midi du samedi 14 août 2021, l'ancien conseiller régional de Normandie et conseiller départemental du canton de Louviers (Eure), Guy Auzoux, décédait à son domicile après avoir été **admis aux urgences** du Centre hospitalier intercommunal d'Elbeuf – Louviers – Val-

de-Reuil le matin même. Sa famille avait alors dénoncé des **manquements** dans sa prise en charge, et en février 2026, le Tribunal administratif de Rouen a **condamné l'établissement** à verser près de 20 000 euros d'indemnités. Détails.

Rupture d'anévrisme non diagnostiquée

Il est environ 9h lorsque Guy Auzoux est amené aux **urgences du CHI** par son petit-fils. Dans la décision du Tribunal Administratif de Rouen publiée le 10 avril dernier, il est indiqué que l'homme de **75 ans** souffre à ce moment « d'intenses lombalgies assorties de vomissements ».

Il est alors pris en charge par un médecin urgentiste qui fait état d'un **mal de dos** classique et autorise le patient à **regagner son domicile** en lui prescrivant un « traitement antalgique courant ».

Guy Auzoux sera retrouvé chez lui en **arrêt cardio-respiratoire** quelques heures plus tard. Une autopsie conclura à une **rupture d'anévrisme** de l'aorte abdominale comme la cause du décès.

Un examen incomplet

Cette pathologie lourde dont souffrait en réalité Guz Auzoux aurait-elle pu être **détectée** ? Dans un rapport d'expertise demandé par la famille en mars 2022, des « **manquements** imputables au Centre hospitalier intercommunal Elbeuf – Louviers – Val-de-Reuil dans la prise en charge du patient » ont en effet été relevés.

Il résulte de ce rapport que l'examen porté à Guy Auzoux n'a pas comporté de « palpation de l'abdomen » et de « bilan biologique », ce qui aurait pu permettre de déceler l'**anévrisme de l'aorte abdominale**. De plus, certaines caractéristiques comme l'âge du patient, « l'absence d'antécédents de lombalgies », ou encore « la présence de troubles digestifs » n'ont pas été pris en compte par l'équipe médicale du CHI.

Toujours selon ce rapport d'expertise, l'ensemble de ces manquements caractérise ainsi « une faute de nature à engager la **responsabilité** de l'établissement » dans le décès de l'ancien élu.

Peu de chance de survie

La responsabilité du CHI étant reconnue, restait alors au Tribunal Administratif de statuer sur le montant de **l'indemnisation** à verser à la famille du défunt.

Il fallait pour cela tenir compte de « l'ampleur de la perte de chances d'échapper au décès », **évaluée à 10 %**. Cela signifie que Guy Auzoux avait très **peu de chances** de s'en sortir ce jour-là, même en bénéficiant d'un examen plus approfondi.

Ainsi, le CHI Elbeuf – Louviers – Val-de-Reuil a été condamné à verser

environ **20 000 euros d'indemnités** à la famille de Guy Auzoux, pour l'ensemble des préjudices et des frais de procédures.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

Accident du travail près de Bolbec : l'employeur condamné après la chute d'un ouvrier de 3,5 mètres

Nicolas Le Jean

6–8 minutes

Un accident de chantier a bouleversé la vie d'un jeune ouvrier de 21 ans, à Lanquetot. Plus de trois ans après les faits, son employeur a été jugé et condamné au tribunal correctionnel du Havre, mardi 21 avril 2026. Récit d'audience.

Le 3 octobre 2022, le jeune ouvrier avait chuté de 3,5 mètres du godet d'un engin de levage. - Illustration senivpetro/Freepik

Par Nicolas Le Jean

Publié: 23 Avril 2026 à 20h14 Temps de lecture: 1 min
Il venait de signer son premier CDI, mais son avenir s'est brisé à 3,50 mètres du sol. Le 3 octobre 2022 à Lanquetot, près de Bolbec, la vie de ce jeune homme de 21 ans a en effet basculé dans le fracas d'un conteneur de chantier décroché. Un godet arrimé sur un engin de levage, et dans lequel était juchée la victime afin de récupérer les briques d'un mur en démolition.

Mardi 21 avril 2026, le tribunal correctionnel du Havre examine la

responsabilité de son employeur, à la tête d'une entreprise de maçonnerie du secteur, dans cet accident. Ce dernier laisse un jeune ouvrier handicapé à 80 %, privé de sa carrière et de tout espoir de devenir père.

Consultez l'actualité en vidéo

Un lourd bilan médical

Le drame survient le premier jour du chantier. Le conducteur de l'engin de levage, un Manitou, remplace les fourches du chariot par le godet et omet de remettre la barre de verrouillage dans son logement. Au cours du travail, il effectue une manœuvre pour redresser le godet, mais une mauvaise manipulation dirige le conteneur vers le bas, provoquant son basculement, et la chute de la victime.

Fracture du bassin complexe, des côtes, du rachis et fracas du sacrum, ce qui va entraîner cinq opérations.

Le bilan médical est accablant : *« Fracture du bassin complexe, des côtes, du rachis et fracas du sacrum, ce qui va entraîner cinq opérations »*, détaille la présidente du tribunal, précisant que le médecin légiste a évalué l'incapacité totale de travail (ITT) de l'infortuné à *« au moins 150 jours »*.

Accumulation de négligences

L'enquête de l'inspection du travail a révélé une accumulation de négligences que la procureure qualifie de *« dramatiques »*. Le chariot Manitou, datant de 1993, n'était absolument pas destiné au levage de personnes. Ce grave oubli, aussi, de replacer la barre de verrouillage du godet. L'audience met en outre en lumière l'absence totale de formation des salariés pour la conduite de tels engins, et même pour le montage-démontage d'échafaudages. Entendue, la victime soutiendra d'ailleurs que le chef de chantier avait délibérément choisi de ne pas monter d'échafaudage ce jour-là pour gagner du temps…

« Économies de bout de chandelle »

De fait, l'avocate du jeune homme dénonce des *« basses considérations de temps et financières parce que l'employeur n'a pas le temps d'installer un échafaudage »*. Selon elle, on a sacrifié la sécurité pour des *« économies de bout de chandelle, pour un mur en brique de trois mètres ».*

La procureure se montre tout aussi sévère *« L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique des travailleurs »,* martèle-t-elle, citant le Code du travail. Elle évoque des conséquences *« absolument programmatiques »*, pointant

une violation manifestement délibérée des obligations de prudence. La magistrate requiert 50 000 € d'amende et l'affichage public de la condamnation.

« Je ferais tout pour revenir en arrière, mais c'est impossible. »

Le chef d'entreprise poursuivi

À la barre, le chef d'entreprise, 66 ans, exprime sa détresse : *« Je ferais tout pour revenir en arrière, mais c'est impossible »*, déclare-t-il, avant de choisir de garder le silence sur le fond du dossier. Son avocate plaide la relaxe sur plusieurs chefs de poursuite ayant trait à la sécurité du travail, et même sur le plus grave : les blessures involontaires. La juriste estime en effet que le parquet traite son client comme une personne morale et non physique. Elle conteste aussi la sévérité, selon elle, des réquisitions financières.

Au final, le tribunal déclare coupable le prévenu. Si les juges abaissent l'amende du chef d'entreprise à 20 000 €, ils le condamnent à trois mois de prison avec sursis.

Lire aussi

Radicatrail 2026 : 3 000 coureurs, 300 bénévoles… dans les coulisses d'un week-end hors norme

acteurspublics.fr

11,7 millions de comptes concernés par la fuite de données à l'ANTS

Victoria Beurnez

~2 minutes

Par Victoria Beurnez - 23 avril 2026 - 1 min de lecture

L'incident de cybersécurité ayant touché l'Agence nationale des titres sécurisés pourrait concerner 11,7 millions de comptes, selon le ministère de l'Intérieur. Cet incident, survenu le 15 avril dernier, a entrainé, selon le ministère, une divulgation de données issues de comptes particuliers et professionnels du portail ants.gouv.fr. À ce stade, "*les investigations techniques diligentées en interne […] sont toujours en cours, et visent à déterminer précisément son origine et son ampleur*", indique le ministère. "*Sous réserve de leurs conclusions, s'agissant des comptes particuliers, les données à caractère personnel seraient des données d'identification : identifiant de connexion, civilité, nom, prénoms, adresse électronique, date de naissance, identifiant unique du compte, et le cas échéant, d'autres données qui ne sont pas systématiquement présentes dans les comptes : adresse postale, lieu de naissance, numéro de téléphone*", précise Beauvau, qui continuera à faire des points d'étape à mesure que l'enquête se poursuit.

acteurspublics.fr

Foncière de l'État : les ministères invités à recenser les moyens alloués à leur patrimoine immobilier

Par Philippine Ramognino

4–5 minutes

Alors même que la loi visant à créer une foncière immobilière interministérielle n'a pas encore été définitivement adoptée, Bercy est dans les starting-blocks. Au sein de la traditionnelle circulaire présentant l'organisation des conférences de budgétisation qui commenceront la semaine prochaine, le nouveau directeur du budget, Paul Bérard, a consacré un "point d'attention spécifique" à la préparation de cette révolution à venir au sein des ministères.

Pour rappel, la proposition de loi visant à moderniser la gestion du patrimoine immobilier de l'État, déposée par l'ancien député EPR Thomas Cazenave, pour enfin faire atterrir le projet de création d'une foncière interministérielle, a été adoptée en janvier dernier par l'Assemblée nationale. Cette nouvelle instance a vocation à administrer l'ensemble des 96 millions de mètres carrés que représentent les bâtiments de l'État, en devenant l'unique propriétaire du parc. Les ministères devront alors lui verser des loyers pour occuper leurs locaux. Une réforme d'ampleur ayant pour ambition affichée de rationaliser les espaces, d'accélérer la rénovation énergétique des bâtiments publics et de responsabiliser les ministères.

Lire aussi : Foncière de l'État : les députés adoptent le projet mais imposent des garde-fous

L'actuel maire de Bordeaux, qui avait porté cette réforme lorsqu'il était ministre des Comptes publics au début de l'année 2024, avait finalement dû passer par la voie de la proposition de loi pour la mener à son terme, et les délais parlementaires qui l'accompagnent. La raison : le projet de création d'une foncière était en suspens depuis que le Conseil constitutionnel l'avait retoqué en février 2025. Le gouvernement avait tenté de la faire passer via un amendement au projet de loi de finances, une initiative que les Sages avaient qualifiée de "cavalier législatif".

Inventaire des crédits et des emplois

Quand bien même le Sénat ne s'est pas encore prononcé sur la proposition de loi, les ministères se voient sommés de se préparer dès à présent à devenir locataires. La circulaire qui leur a été envoyée en début de semaine rappelle que si la réforme venait à être adoptée, les premiers transferts de biens de l'État vers la foncière auraient lieu en 2027. Dans un souci d'anticipation, les responsables de la fonction financière et les responsables de programme des différents ministères sont invités à rassembler les informations nécessaires à ces cessions potentielles.

"Si les discussions approfondies ont vocation à se poursuivre dans le cadre des conférences immobilières, le travail de définition des besoins correspondant à ces transferts doit être poursuivi dans le cadre de l'exercice de budgétisation", écrit ainsi Paul Bérard. Organisées ce mois-ci par la direction de l'immobilier de l'État et la direction du budget, les conférences immobilières ont vocation à déterminer la manière dont chaque ministère décline les grandes orientations de la politique immobilière de l'État.

Lire aussi : Projet de foncière : la culture de la location, une révolution à venir au sein de l'État

Pour ce qui est des conférences budgétaires, le directeur du budget fixe deux objectifs visant à *"retracer correctement les loyers, en substitution des investissements, et charge à la foncière".* La première tâche des responsables ministériels consiste à fiabiliser la liste des biens à transférer sous l'égide de la direction de l'Immobilier de l'État, afin de *"fiabiliser le niveau brut de dépenses estimatif".* Deuxième consigne : identifier les moyens actuellement consacrés à ces biens *"de façon fine et étayée"*, aussi bien en matière de crédits que d'emplois. *"Il vous reviendra de porter et d'intégrer ces demandes budgétaires au sein des missions dont vous avez la responsabilité*", poursuit Paul Bérard.

Pour le reste, la circulaire signée par le nouveau directeur du budget ressemble peu ou prou à celle envoyée l'an dernier par sa prédécesseure Mélanie Joder. Elle invite à nouveau les ministres et responsables à mobiliser plus fortement les financements européens et à profiter de ces conférences pour contribuer au verdissement des dépenses de l'État, dans le cadre d'une nécessaire *"mobilisation de tous pour tenir une trajectoire ambitieuse, mais impérative au regard de la situation de nos comptes publics"*.

acteurspublics.fr

À la DGFIP, les bonnes pratiques managériales valorisées par un réseau d'ambassadeurs

Paul Idczak

5–6 minutes

Présente sur l'ensemble du territoire français, la direction générale des finances publiques (DGFiP) du ministère de l'Économie a la particularité, au sein de l'administration, de posséder un volume d'encadrants très important, composé d'environ 20 000 agents. Il lui fallait donc répondre à une interrogation : comment faire émerger et diffuser les bonnes pratiques au sein d'un réseau aussi dispersé et conséquent ? Après l'édiction d'un modèle managérial, la structure, à l'époque pilotée par Jérôme Fournel, a fait le choix de mettre sur pied, en 2022, un réseau d'ambassadeurs chargés de valoriser ce même modèle, à la fois en centrale et dans les services territoriaux de la DGFiP.

Quatre ans plus tard, le pari initial semble réussi : le réseau en question, que peuvent rejoindre les managers de la DGFiP sur la base du volontariat, est désormais composé de 350 membres, dont 76 nouvelles têtes recrutées début 2026.

Proximité et professionnalisation

L'initiative, pensée *"pour aller toucher le manager au plus près de son service et de ses actions"*, selon la direction générale, a été pensée pour intégrer les larges enjeux managériaux d'une institution qui compte près de 2 000 implantations territoriales, tout en étant adaptée aux agendas souvent très remplis de ses cadres supérieurs. Dans ce cadre, les modalités d'animation du réseau ont par exemple été revues en 2024, à la suite des propositions d'un groupe de travail créé pour l'occasion.

Lire aussi : La DGFIP mise sur l'auto-évaluation pour travailler sur les "soft skills" de ses cadres

Résultat : la mise en place d'un travail de *"proximité"*, indique Valérie Seguy, la DRH de la DGFiP. Concrètement, les ambassadeurs du modèle managérial de la direction générale, dont les CV des membres reflètent à la fois la répartition genrée et territoriale de l'ensemble de l'encadrement de la direction, sont chargés à la fois d'accompagner les

nouveaux managers dans leur prise de fonctions et de les accompagner dans l'animation de projets internes, avec l'objectif de faciliter la professionnalisation des outils managériaux. *"On essaie d'être en appui des managers pour leur permettre d'être pleinement à l'aise avec leur métier"*, résume la DRH.

Un réseau qui évolue avec les attentes des agents

Au sein d'une direction générale récemment marquée par une vague de suicides, ce réseau d'ambassadeurs est aussi vu comme un moyen d'acculturer les managers avec les nouvelles attentes professionnelles des agents, notamment en matière d'organisation du travail. L'enquête interne sur le bien-être des équipes, menée chaque année par la DGFiP, alimente, dans ce cadre, les nouvelles tendances mises en avant par le réseau, où l'on encourage également les managers de proximité, comme le *top management*, à se regarder dans le miroir. *"Aujourd'hui, savoir faire de la cohésion d'équipe nécessite de se connaitre soi-même et d'être en capacité de remettre en question ses propres pratiques"*, insiste Elodie Lavignotte, la responsable de la mission d'accompagnement des cadres de la DGFiP, dédiée aux A et aux A+.

Pour améliorer la gestion de leurs équipes, les managers peuvent par exemple s'appuyer sur plusieurs outils à leur disposition. Parmi ceux-ci, une *newsletter* trimestrielle détaille les principaux retours des cadres issus du terrain, tandis que des webinaires, podcasts et capsules vidéo sont régulièrement proposés sur une plate-forme en ligne commune, et qu'une veille hebdomadaire résume les articles de presse consacrés au management. En sus, une bibliothèque virtuelle des initiatives locales regroupe les principales innovations mises en place dans les différents services de la DGFiP, afin de permettre une généralisation des bonnes pratiques, aussi bien en centrale que dans les directions territoriales.

Accompagnement multifacettes

Les 350 ambassadeurs agissent également, autant que faire se peut, avec les autres membres de ce que la DGFiP qualifie d'*"écosystème de l'accompagnement managérial"*, à savoir les conseillers mobilités et carrières ou encore le réseau de coachs internes mis à disposition des équipes. Cela, tout en se donnant les moyens de susciter des vocations pour renouveler le réseau, en permettant à l'ensemble des agents d'avoir accès aux innovations, comme l'explique Élodie Lavignotte : *"L'idée c'est que ça parle aux managers mais aussi aux autres membres de nos équipes, pour qu'ils puissent se projeter, à terme, eux aussi, sur des fonctions managériales."*

Lire aussi : À la DGFIP, un parcours pour accompagner et fidéliser les nouveaux administrateurs de l'État

Une des manières de faire durer, et perdurer, un dispositif qui semble avoir trouvé sa vitesse de croisière, selon Valérie Seguy. *“Le risque avec des innovations comme celle-ci, c’est qu’il y ait un fort effet lié au lancement, puis un essoufflement,* estime-t-elle. *Mais nous observons que le réseau se renouvelle, ce qui est le signe de sa maturité et du bon investissement des équipes sur le sujet.”*

acteurspublics.fr

Un “Campus des élus” pour faire face à la complexité des mandats locaux

Simon Gendrel

5–6 minutes

À peine installés, les nouveaux élus locaux ne seront plus uniquement comptables devant leurs administrés, certains d’entre eux pourront aussi rendre des copies aux enseignants-chercheurs de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. En effet, le 21 avril, l’établissement a annoncé le lancement de son “Campus des élus”, un programme de 31 formations qui se déroulera entre septembre 2026 et avril 2027. Celui-ci couvrira six domaines clés, allant des fondamentaux du mandat à la maîtrise des rouages des politiques publiques.

Lire aussi : Depuis 10 ans, l’essor des cursus destinés à former une nouvelle génération de designers de l’action publique

Destiné aux chefs d’exécutif ainsi qu’aux conseillers municipaux, départementaux et régionaux, le programme est également ouvert aux membres d’établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP). L’objectif est double : permettre aux élus de s’adapter à l’évolution des exigences *“juridiques et administratives”* toujours plus contraignantes, dans un contexte marqué par une inflation normative croissante, tout en créant *“de nouveaux espaces de dialogue réunissant notre communauté académique et les collectivités territoriales”*, expliquent à *Acteurs publics* Cécile Faliès, vice-présidente “Recherche”, et Sophie Cras, vice-présidente “Science avec et pour la société” de l’établissement.

Un écosystème déjà structuré

L’initiative s’inscrit dans un paysage déjà bien balisé, avec 244 organismes agréés par le ministère chargé des collectivités territoriales selon la liste actualisée au 30 mars du Conseil national de la formation des élus locaux (CNFEL). Sciences Po Rennes avec sa formation dédiée aux élus locaux, ou encore Sciences Po Paris via son programme “Élu local et gouvernance publique”, font partie des acteurs académiques déjà positionnés. L’IPAG de l’Université de Strasbourg, en partenariat avec l’Association des maires du Bas-Rhin, propose également des formations

destinées à donner aux élus les clés du fonctionnement de leurs collectivités.

L'initiative de Paris 1 tire sa singularité de l'intégration d'un volet d'*"accompagnement et de recherche"*, mobilisable à la demande des collectivités pour mener des études de terrain, évaluer les politiques publiques ou produire des *"policy briefs"*. L'université avait fait la différence en répondant à l'appel à projets national *"ExcellenceS sous toutes ses formes"*, lancé en mars 2021 dans le cadre de France 2030 et opéré par l'Agence nationale de la recherche (ANR).

Le calendrier de lancement n'est pas anodin. *"Cela correspondait, à l'époque, au constat que les élus locaux élus en 2020 avaient vécu un début de mandat particulièrement difficile, marqué par la crise du Covid, mais aussi par la démission d'environ 40 % d'entre eux après seulement deux ans de mandat",* explique Cécile Faliès. "*Nous avons ensuite constaté que nombre de nos offres de formation initiale pouvaient donner des outils aux élus avec des programmes orientés autour de la laïcité, du statut de l'élu, de la fiscalité publique",* enchérit-elle.

Une formation adossée à un cadre légal renforcé

La détermination des 31 formations auxquelles les élus peuvent s'inscrire est donc le fruit de l'association entre enseignants-chercheurs et professionnels. Réparties en six champs d'étude, portent donc sur les *"politiques publiques et actions locales"*, avec un volet consacré à l'évaluation des politiques territoriales et à la "participation citoyenne", alors que le dernier scrutin municipal a enregistré un net recul de la participation.

Elles abordent également le *"développement, l'aménagement et la transition écologique"*, notamment à travers la coopération entre territoires, ainsi que la *"communication institutionnelle et politique"*, les *"finances et la fiscalité"* et, enfin, le *"management et les ressources humaines"*, incluant une initiation aux usages de l'intelligence artificielle. Les élus pourront les suivre dans le cadre de sessions courtes, allant d'un jour (6 heures de formation) à trois jours (21 heures).

Lire aussi : Statut de l'élu local : des décrets d'application toujours en attente malgré les injonctions parlementaires

Leur accès à la formation a été renforcé par la loi du 22 décembre 2025 portant *"création du statut de l'élu local"*, qui accroît les droits en la matière. La loi Gatel renforce également les dispositifs de fin de mandat, en permettant d'utiliser le droit individuel à la formation des élus (DIFE) non seulement pendant l'exercice du mandat, mais aussi pour accompagner leur réinsertion professionnelle après celui-ci.

La formation précise donc que le DIFE doit couvrir au moins 25 % "du

coût hors taxe de la formation". Les élus devront donc compter sur une contribution complémentaire de la collectivité "ne pouvant excéder 75 % du coût total", s'ils veulent accéder au campus, précise l'université sur son site internet.